

**NATIONS  
UNIES**



**UNEP**

**Programme des  
Nations Unies  
Pour l'Environnement**

Distr. LIMITÉE

UNEP (DEPI)/CAR WG.33/INF.3/Rev 1  
30 mars 2012

Original : ANGLAIS

---

Première réunion des Parties contractantes (CdP) au  
Protocole relatif à la pollution due aux sources et activités  
terrestres (Protocole LBS) dans la région des Caraïbes

Punta Cana, République dominicaine, 24 octobre 2012

**ETAT DES ACTIVITES  
DU SOUS-PROGRAMME  
ÉVALUATION ET GESTION DE LA POLLUTION ENVIRONNEMENTALE (AMEP)  
2010-2012**

[Couvrant la période du 1er janvier 2010 au 30 juin 2012]

*Pour des raisons d'économie et d'environnement, les Délégués sont priés d'apporter leurs exemplaires des documents de travail et d'information à la Réunion, et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.*

\* Ce document a été reproduit sans révision officielle.

## TABLE DE MATIERES

Vue d'ensemble du programme .....	1
État du Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS) .....	6
Sommaire des projets et des activités .....	6
<b>A. Projets du FEM .....</b>	<b>7</b>
(i) Réduction des écoulements de pesticide dans la mer des Caraïbes (REPCar FEM) .....	7
(ii) Gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières dans les petits états insulaires en développement de la région des Caraïbes (IWCAM FEM) .....	11
(iii) Mise à l'épreuve d'un prototype de Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées (CReW) .....	
<b>B. Surveillance et évaluation .....</b>	<b>18</b>
(iv) évaluation des charges et des sources de polluants dans la région des Caraïbes.....	18
<b>C. Gestion des eaux usées .....</b>	<b>20</b>
(v) projet pilote d'évaluation des besoins de système d'égouts .....	20
<b>D. Gestion des déchets .....</b>	<b>22</b>
(vi) Mise en œuvre du Plan d'action régional sur les déchets marins (RAPMaLi) .....	22
<b>E. Programmes d'action nationaux (PAN) .....</b>	<b>23</b>
(vii) Programmes d'action nationaux (PAN).....	23
<b>F. Changement climatique et réduction du risque de catastrophes.....</b>	<b>26</b>
(viii) Changement climatique et réduction du risque de catastrophes en Jamaïque (EU).....	26
<b>G. D'autres initiatives de partenariats y reliés .....</b>	<b>29</b>
(ix) D'autres initiatives de partenariats y reliés .....	29

ANNEXE I: Résumé des réponses aux recommandations du 5ème ISTAC LBS et décisions pertinentes de la 14ème IG de la Convention de Cartagena par le secrétariat d'AMEP .....	31
ANNEXE II: Organigramme du secrétariat du Programme pour l'Environnement des Caraïbes.....	38
ANNEXE III: État de la ratification à la Convention de Cartagena et de ses protocoles.....	39
ANNEXE IV: Réunion Intergouvernementale, technique/d'experts et autres réunions clés convoquées par le secrétariat d'AMEP, les CAR LBS et les projets FEM (2010-2012) .....	40
ANNEXE V: Documents techniques édités par le secrétariat d'AMEP, CAR LBS et projets de FEM (2010-2012) .....	46

### Vue d'ensemble de programme

1. Ce rapport présente l'état des d'activités du sous-Programme d'évaluation et de gestion de la pollution environnementale (AMEP) à l'appui du protocole relatif à la pollution marine due à des sources terrestres (protocole LBS) pour la période 2010-2012.
2. Les objectifs du sous-Programme d'AMEP sont :
  - a) Coordonner et surveiller la mise en œuvre quotidienne des projets et des activités d'AMEP dans le cadre du Programme pour l'Environnement des Caraïbes (PEC) ;
  - b) Assurer que la formulation et la mise en œuvre de nouveaux projets et activités satisfont aux engagements du Protocole LBS et de déversement d'hydrocarbures ;
  - c) Promouvoir la ratification, l'adhésion à, et la mise en œuvre efficace du Protocole LBS et du Protocole sur les déversements d'hydrocarbures ;
  - d) Augmenter la coordination, la collaboration et la communication avec les organismes internationaux dans l'élaboration et l'exécution des projets et des activités d'AMEP; et
  - e) Augmenter la participation des centres d'activité régionaux (CAR) à LBS et aux déversements d'hydrocarbures dans la conception et l'exécution des projets et des activités d'AMEP.
3. L'Officier de programme AMEP a continué d'être le responsable de la coordination et de la surveillance de l'exécution des activités du programme pour la période en rapport. L'Officier de programme du sous-programme CETA a fourni l'aide dans la gestion de la sensibilisation publique et de l'information pendant la période en rapport jusqu'à sa retraite en octobre 2011. Pendant cette période, des fonds ont été identifiés au sein des projets IWCAM FEM et REPCAR pour soutenir l'assistant de programme AMEP jusqu'en décembre 2011. Cet Officier a aidé à l'exécution des activités de projet pour les deux projets et a assuré un appui général au sous-Programme d'AMEP. Pendant la période 2010-2012, sept (7) stagiaires (Amanda Preston, Rebecca Stuart, Kimberly Lyon, Khian Lamey, Swati Garg, Kathleen Nazareth et Gregory Lohrke) ont travaillé avec le secrétariat d'AMEP ; Mme. Kimberly Lyon a travaillé spécifiquement sur le projet REPCar du FEM. Swati Garg, Kathleen Nazareth et Gregory Lohrke, des étudiants de l'Université Indiana, ont été attachés aux projets et organisations partenaires du PNUE. Le coordinateur de l'UCR/CAR a continué à jouer un rôle de soutien dans la promotion de la ratification et de la mise en oeuvre du protocole LBS. Les directeurs des CAR et les chefs de projet régionaux des projets du FEM ont apporté une programmation additionnelle et l'appui technique.
4. L'entrée en vigueur du MARPOL, de désignation de zone spéciale pour l'annexe V relatif aux déchets produits par les bateaux dans les Caraïbes est devenue effective en mai 2011. Cet effort a été guidé par le centre d'activité régional pour les déversements d'hydrocarbures, CAR REMPEITC avec l'appui du secrétariat d'AMEP.
5. Pendant la période en rapport, le secrétariat d'AMEP a été représenté à plusieurs réunions et conférences régionales et globales. Des représentants d'AMEP ont contribué avec des présentations orales et des affiches, des points d'exposition avec des vidéos, du matériel promotionnel, et des affiches du travail du PEC. Ces réunions ont inclus *entre autres* la Réunion de consultation de l'Amérique latine et des Caraïbes (LAC) de L'Avenir pour l'environnement mondial (GEO-5) ; le 5<sup>ème</sup> Forum et exposition biennal pour l'environnement des Caraïbes (GEF 5) à Montego Bay, Jamaïque, ; la 5<sup>ème</sup> Conférence internationale sur les débris marins tenue à Hawaï, en mars 2011 ; la troisième Réunion régionale de LAC sur l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) au Panama, juin 2011 ; la 6<sup>ème</sup> Conférence internationale biennale des eaux du FEM, octobre 2011, à Dubrovnik, en Croatie, le

6<sup>ème</sup> Forum et Exposition bisannuel sur l'Environnement des Caraïbes (FEC) ; l'Atelier régional de formation en habilités de négociation, à St. Kitts et Nevis, au mois de mai 2012, et d'autres forum globaux discutant de la pollution transfrontalière et ses impacts.

6. AMEP a contribué au rapport sur les océans, les zones côtières et les PIED, qui a été préparé en tant qu'élément du rapport du Forum mondial sur les océans pour Rio+20. Des publications, communiqués de presse et bulletins techniques ont été également produits et diffusés. Pendant la période en rapport, l'Officier de programme d'AMEP a participé à un exercice de formation en deux parties dans le cadre du Programme de développement de gestion de l'ONU pour les professionnels cadres.
7. Le secrétariat a continué à cibler en particulier des activités pour la promotion du protocole LBS aux niveaux nationaux et régionaux pendant la période 2010-2012. Pendant la période en rapport quatre gouvernements ; les gouvernements d'Antigua et Barbuda, le Guyana, les Bahamas et, plus récemment, la Grenade a adhéré au Protocole LBS. En raison de ces ratifications, le protocole LBS est entré en vigueur en août 2010. Un exercice technique de coopération de ratification du protocole LBS (TCC) a été tenu pendant cette période à Saint Lucie avec des participants de Saint Lucia, Dominica et Grenade. Cet atelier, parrainé par l'IWCAM de FEM a facilité l'échange d'expériences et le développement de feuilles de route pour la ratification du protocole LBS par Dominica et Grenade. Les activités promotionnelles ont inclus l'organisation d'un Concours de collage autour du LBS dans la région des Caraïbes, pour célébrer l'entrée en vigueur du protocole LBS. Neuf (9) pays de la région des Caraïbes ont participé à ce Concours : Anguilla, Antigua et Barbuda, Barbade, Guadeloupe, Guyana, Jamaïque, Saint Lucia, Saint Vincent et les Grenadines, et le Venezuela. Les étudiants d'Anguilla, de Jamaïque et de la Barbade se sont classés en tant que premier, deuxième et troisième lauréat respectivement. Les prix ont été annoncés lors d'une cérémonie officielle qui a eu lieu au cours d'un atelier régional d'experts, de cinq (5) jours, sur la surveillance et l'évaluation de l'environnement, tenu à Montego Bay, Jamaïque.
8. La production et la diffusion du bulletin d'AMEP ont été poursuivies pendant la période du présent rapport. Le secrétariat d'AMEP a fourni les contenus pour l'élaboration d'une page sociale de presse sur le site Internet du PEC. Cette page sociale de presse a été créée pour des enfants et des adultes et comprend des annonces de service public pour la TV et la radio, des projections de diapositives, des photos et des animations. Le site Internet revu du PEC a été lancé en juillet 2010, et il est continuellement remis à jour et amélioré. Il y a eu des améliorations sur la carte interactive en ligne sur le site Internet avec l'ajout de nouvelles informations concernant le CReW du FEM et des projets REPCar FEM.
9. Le secrétariat d'AMEP a continué à développer et à renforcer ses rapports avec des organismes régionaux appropriés. Des réunions de coordination ont été tenues avec plusieurs agences de collaboration, y compris le Programme d'action mondial du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP/GPA), l'Office régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ROLAC), l'Institut de santé environnementale des Caraïbes (CEHI), l'Unité du développement durable de l'Organisation pour l'environnement des états des Caraïbes orientales (OECS/ESDU). L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine (UNECLAC), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), El Centro del Agua del Trópico Húmedo para América Latina y el Caribe (CATHALAC), el Instituto de Investigaciones Marinas y Costeras (INVEMAR), National Oceanic and Atmospheric Association (NOAA), US Environmental Protection Agency (EPA), The Ocean Conservancy, L'Association des états des Caraïbes (ACS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Université des Nations Unies, Réseau International pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH) , la Commission de l'Union Européenne (UE), La Sous-commission pour les régions des Caraïbes et limitrophes de la Commission océanographique intergouvernementale (IOCARIBE), et la Banque Interaméricaine du Développement (BID) ; Caribbean Water and Sewage Association (CAWASA, Association des

Caraïbes des eaux et de l'assainissement) et l'Association des Caraïbes des eaux et des eaux usées (CWWA).

10. Le CAR LBS a continué à jouer un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'AMEP. L'Institut des affaires marines (CAR IMA), a facilité l'exécution du projet pilote d'un Programme d'action national en Trinité-et-Tobago, CAR IMA a participé et a représenté Trinité-et-Tobago au sein du groupe de travail intérimaire sur le suivi et l'évaluation de l'environnement et a dirigé la préparation d'un DVD en éducation et sensibilisation publique pour informer le grand public au sujet du PEC et de l'importance de la Convention de Cartagena et de ses protocoles. Le DVD est l'un des différents éléments de promotion produits par le CAR-IMA pour promouvoir la ratification/adhésion à la Convention et ses protocoles.
11. CAR Cimab a achevé la mise à jour du rapport technique #33 en anglais, en espagnol et en français, lequel est maintenant édité comme un nouveau rapport technique # 52 du PEC. CAR Cimab, a participé au groupe de travail intérimaire sur le suivi et l'évaluation de l'environnement, et a produit et mis au point des fiches avec des informations des rapports techniques récents, y compris le rapport technique # 52 du PEC, l'analyse régionale de base des eaux usées et le projet de partenariat Know-Why Network (KWN)
12. À l'appui du Programme d'action mondial du PNUE, un PAN pilote a été achevé au Suriname en mai 2011 ; des efforts de collaboration avec NOAA et le PAM PNUE ont conduit au développement de nouvelles activités à l'appui de la mise en œuvre du PAN, avec maintenant de nouvelles activités en cours de mise en œuvre en République Dominicaine, Saint Lucia et Suriname. On s'attend à ce qu'une telle collaboration continue dans l'exercice biennal actuel.
13. Suivant le développement du Plan d'action régional sur la gestion des déchets marins (RAPMaLi), AMEP a continué à soutenir ses activités de mise en œuvre. L'UCR/CAR PNUE a continué à compter sur son partenariat avec Ocean Conservancy pour appuyer les activités de nettoyage annuel des zones côtières internationales (ICC) dans la région des Caraïbes.
14. Les unités de coordination de projet des deux projets du FEM, la gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières dans les PEID dans la région des Caraïbes (IWCAM) et la réduction des écoulements de pesticides en mer des Caraïbes (REPCar), a continué à fonctionner avec succès tout au long de la période du présent rapport. Certains des accomplissements majeurs de ces projets ont été présentés aux Forums régionaux et internationaux, tels que la 6<sup>ème</sup> Conférence internationale biennale du FEM en octobre 2011 qui s'est tenue à Dubrovnik, en Croatie. Il y a eu un développement ultérieur des sites Internet de projet, une exécution réussie des projets de démonstration, et une formation en suivi de l'environnement et utilisation des indicateurs environnementaux. Ces projets ont contribué à une amélioration dans la gestion de la zone côtière et des pratiques agricoles et ont créé les mécanismes à long terme pour le développement durable dans les PEID des Caraïbes et en Amérique Centrale. Les activités du projet REPCar du FEM ont pris fin en décembre 2011, tandis que les activités du projet IWCAM du FEM se sont terminées en juin 2012. Tous les rapports finals des deux projets ont été achevés en décembre 2012.
15. La gestion des eaux usées continue d'être la cible clé du programme de travail d'AMEP. Des efforts pour développer les mécanismes nationaux de planification pour lutter contre la pollution marine par les eaux usées domestiques et les plans détaillés de projet pour améliorer l'infrastructure pour la gestion des eaux d'égout et des eaux usées ont été accomplis avec succès en Jamaïque, en 2010, et à Belize, en 2011.
16. L'Officier de programme d'AMEP a travaillé avec le bureau régional du PNUE pour l'Amérique du Nord (RONA), ROLAC et La Banque Interaméricaine de Développement (BID), pour ensuite développer la proposition de projet CReW du FEM. Le projet a reçu l'approbation du CEO du FEM, en novembre 2010. Un protocole d'entente a été signé entre le PNUE et la BID, en

septembre 2011, pour la mise en œuvre du projet. Le projet a débuté officiellement en janvier 2012 à l'UCR/CAR PNUE.

17. Le secrétariat d'AMEP a poursuivi son appui au développement des approches régionales pour une gestion intégrée des déchets solides et dangereux dans la région des Caraïbes, et en coordination avec le projet REPCar du FEM, il a collaboré avec les partenaires régionaux sur l'évaluation des polluants organiques persistants (POP) et d'autres polluants dangereux de sources diffuses. Le secrétariat d'AMEP et le projet de REPCar FEM ont poursuivi des discussions avec DGEF PNUE sur le développement de nouvelles propositions de projet POP - FEM pour la gestion intégrée des produits chimiques dans les PEID des Caraïbes et en Amérique Centrale et du Sud comme un suivi du projet en cours de REPCar.
18. Basé sur les accomplissements et les leçons des projets de REPCar et IWCAM FEM, deux nouvelles propositions FEM ont été développées, intitulées « Gestion améliorée des cycles de vie des produits agrochimiques dans la région des Caraïbes et de l'Amérique centrale » et « Mise en œuvre de la gestion intégrée des terres, de l'eau et des eaux usées dans les PEID des Caraïbes ». Le premier PIF a été approuvé par huit (8) pays : Colombie, Costa Rica, République Dominicaine, El Salvador, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, et Panama. Le deuxième PIF a été également approuvé par dix (10) pays : Antigua et Barbuda, Barbade, Cuba, République Dominicaine, Grenade, Jamaïque, St. Kitts et Nevis, Sainte Lucie et Saint Vincent et les Grenadines et Trinité et Tobago. Les deux propositions de projet (PIF) ont été soumises au secrétariat de FEM, pour sa considération. Le PIF de mise en œuvre de la gestion intégrée des terres, de l'eau et des eaux usées dans les PEID des Caraïbes a reçu l'autorisation d'être inclus au programme de travail du mois de juin et la soumission de toute la proposition de projet devrait prendre place au premier trimestre 2012.
19. Pendant la période en rapport, des discussions ont débuté sur un accord entre PNUE et OPS, pour l'exécution des activités sous IWLearn3 FEM. Cet accord a été mené à bonne fin entre OPS et l'UCR-CAR en mars 2012. Dans le cadre de cet accord, le premier Atelier régional focalisé pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (LAC) du projet IW du FEM a eu lieu au mois de mai 2012, à St. Kitts et Nevis.
20. AMEP a continué à soutenir le renforcement des capacités pour une utilisation accrue des GIS par les gouvernements membres, comme un outil de prise de décision. En collaboration avec CATHALAC, un projet interactif en ligne de cartes d'activités de projet (IPAM) a été créé pour aider à la diffusion d'informations concernant les activités AMEP y compris les projets du FEM. L'achat des données géo spatiales d'expédition dans la région par RAC REMPEITC, avec l'appui du secrétariat, est un autre exemple des efforts d'AMEP pour élargir l'utilisation des GIS. CAR REMPEITC développe également des bases de données GIS pour le trafic maritime dans la région des Caraïbes. La base de données est conçue pour faciliter et renforcer la prévention et la préparation nationale et régionale aux problèmes environnementaux en milieu marin, en assurant une compilation de l'information qui est nécessaire pour l'analyse pertinente des risques. Il apporte une visualisation des routes réunis et la densité du trafic, des même que des activités des ports et autres données utiles pour l'évaluation du risque de déversements d'hydrocarbures. CAR REMPEITC a également travaillé avec la Barbade vers le développement de cartes de l'index de sensibilité environnementale (ESI) qui seront fournies au gouvernement de la Barbade, avec des cartes bien conçues en format GIS qui faciliteront le processus d'évaluation des risques et de planification, en vue d'une réponse au déversement d'hydrocarbures. CAR REMPEITC a participé à diverses réunions et ateliers régionaux et internationaux relatifs à la planification en cas de déversement d'hydrocarbures. Un Atlas GIS résumant les principaux résultats du projet FEM-IWCAM a été mis au point en juillet 2012.
21. Pendant l'exercice biennal 2013-2014, les efforts continueront à augmenter la participation de tous les points de liaison nationaux et techniques impliqués dans des projets et des activités d'AMEP

**Coûts et dépenses de coordination de programme (en USD)**

Période du Projet	source de financements	Budget biennal prévu (2010-12)	Dépenses (2010-12)
2010-2012	CTF	1 090.528	790.000 <sup>1</sup>

22. Un résumé est fourni dans le tableau ci-dessous des contrats SSA et SSFA entrepris en mettant en œuvre le sous-Programme d'AMEP pendant la période 2010-2012, les contrats sous les projets de REPCar et IWCAM FEM ne sont pas inclus:

Contrat	Date signée/date de début	Date d'échéance	Organismes contractés/personne	Pays	Coût total (USD)
1.	9-Dec-2008	30-Jun-10	Ministère de la santé et de l'environnement	Jamaïque	25,952.78
2.	1 - Fév. -09	30- Fév. 10	Klaus Essig	Venezuela	5,000
3.	1 - Sept -09	31- Août -10	Marko Tomic	Canada	15.000
4.	7-Sep-09	15- DEC-10	CAR Cimab LBS	Cuba	128,472
5.	1- Oct. -09	31 - Mai -10	Directeurs de durabilité	Trinidad	90.000
6.	12-Oct-09	3 - Sep-10	Chrishane Williams	Jamaïque	3,000
7.	19-Oct-09	11-Jan-10	CAR REMPEITC-Caribe	Curaçao	15.000
8.	23 - Oct. 09	15-Sep-10	Anthony Deyal	Trinidad	17,000
9.	1-Nov-09	1-Nov-10	Institut des arts urbains	Etats-Unis	25.000
10.	4-Jan-10	31-Jan-11	Nadine Chambers-Goss	Jamaïque	16,000
11.	13- Jan -10	1-Nov-10	Seba Sheavly	États-Unis	10,000
12.	24-Fév-10	24-Mar-10	Julia Vaz Campbell	Jamaïque	4000
13.	24-Mar-10	15-Avr-10	Stacie Well Moutrie	Bahamien	3,000
14.	29-Mar-10	24-Sep--10	Germania Garcia Nelson	Equateur	9,386
15.	2-Mar-10	30-Aou-11	Ministère des ressources naturelles et de l'environnement	Belize	21,360

<sup>1</sup> Les coûts de soutien de bureau, y compris les communications, l'équipement, et de l'administration pour le sous-programme AMEP ont été estimés à la fin de Juin 2012Office support costs

16.	5 - Mai-10	10-Mai -11	Ministère de Suriname du travail, du développement technologique et de l'environnement	Surinam	21,400
17.	15 - Juillet-10	15-Fév-12	Damian Shaw	Jamaïque	4,937
18.	19-Juillet-10	23-Sep-10	Sanya Wedemier	Jamaïque	2,720
19.	3-Jan-11	28-Fév-11	Trevor Ramikie	Jamaïque	3,000
20.	1 avr.-11	15-juillet 12	Rebecca Stuart	Jamaïque	10,562
21.	28-Sep-11	15-Fév-12	CAR REMPEITC-Caribe	Curaçao	10,000
22.	21-Oct-11	21-Oct-12	Ministère du développement physique et de l'environnement	Sainte Lucie	35,000
23.	16-Nov-11	16-Nov-12	Ministère de Suriname du travail, du développement technologique et de l'environnement	Surinam	20.000
24.	17-Nov-11	17-Nov-12	Ministère des ressources naturelles et de l'environnement	République Dominicaine	15.000
25.	10 mai 12	31 déc 12	PANOS des Caraïbes	Jamaïque	10,000
26.	10 mai 12	23 mai 12	Philippe Rhoden	Jamaïque	885

**Etat du Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS)**

23. Pendant la période en rapport, les Bahamas, Antigua et Barbuda, et le Guyana sont devenus les septième, huitième et neuvième pays respectivement à ratifier le protocole LBS, avec neuf ratifications, le Protocole LBS est entré en vigueur le 13 août 2010. Grenade, le pays le plus récemment de ratifier le protocole en 2012, est devenu le dixième pays à ratifier le Protocole LBS.

Partie contractante	Date de signature	Date de la ratification	Entrée en vigueur
Antigua et Barbuda		13 juillet 2010	13 août 2010
Bahamas		24 juin 2010	13 août 2010
Belize		4 février 2008	13 août 2010
République de la Colombie	2 octobre 2000		
République du Costa Rica	6 octobre 1999		
République Dominicaine	3 août 2000		
France	6 octobre 1999	4 mai 2007	13 août 2010
Grenade		5 mars 2012	4 avril 2012
Guyana		14 juillet 2010	13 août 2010
Royaume des Pays-Bas	6 octobre 1999		
Panama		9 juillet 2003	13 août 2010
Sainte Lucie		30 janvier 2008	13 août 2010
Trinité-et-Tobago		28 mars 2003	13 août 2010
Etats-Unis d'Amérique	6 octobre 1999	13 février 2009	13 août 2010

24. Le PEC du PNUE a continué à travailler avec les points de liaison LBS pour promouvoir et faciliter la ratification du protocole LBS dans la région des Caraïbes.

### **Résumé des projets et activités**

25. Voici un résumé du contexte, des objectifs, des résultats espérés, des pays bénéficiaires, des dépenses et du statut de tous les projets et activités mis en œuvre au titre du sous-Programme d'AMEP pour la période 2010-2012. Les dépenses ont lieu jusqu'au 30 juin 2012, et sont exprimées en dollars EUA (USD).

#### **A. Projets du FEM**

- (i) Réduction des écoulements de pesticide en mer des Caraïbes (REPCar FEM)

#### ***Contexte***

26. L'annexe IV du protocole LBS aborde le fait que la pollution de source diffuse de l'agriculture est un contribuant significatif à la pollution marine dans la région des Caraïbes. En mai 1999, UCR/CAR-PNUE a reçu un financement pour un Fond de développement de Projet FEM (PDF) pour développer un projet qui

améliorerait la gestion de pesticides dans quatre pays afin de réduire les écoulements de pesticides dans la mer des Caraïbes. Les quatre pays participants à l'origine étaient la Colombie, Costa Rica, Nicaragua et Panama.

27. Le PDF a été conclu en 2001, avec la soumission au secrétariat du FEM de la fiche de projet pour approbation. Les pays participants finals étaient la Colombie, le Costa Rica et le Nicaragua. Le financement pour le projet a été approuvé lors de la réunion du Conseil du FEM en mai 2002 et l'exécution de projet a commencé en 2005. Le projet a commencé effectivement à la fin de 2006 après que le chef de projet a été choisi et a intégré son poste à UCR/CAR-PNUE

### *Objectifs*

28. L'objectif principal du projet est de:

- Protéger l'environnement marin des Caraïbes en réduisant l'écoulement des pesticides, en mettant en œuvre des pratiques de gestion approfondies et des mesures spécifiques pour contrôler l'utilisation et l'application des pesticides dans le secteur agricole.

### *Résultats espérés*

29. Les résultats espérés du projet sont :

- Développement de bases de données mises à jour sur l'utilisation de pesticides, comprenant la surveillance des impacts de l'utilisation de pesticides dans les zones côtières ;
- Évaluation des impacts sur l'environnement liés à l'utilisation de pesticides dans des fermes, pour différentes récoltes, des systèmes et des pratiques de cultures ;
- Un ensemble de bonnes pratiques agricoles validées (GAP) - les meilleures pratiques de gestion (BMP) pour certaines des principales récoltes de la région MCB, qui sont saines pour l'environnement, socialement acceptables et économiquement faisables ;
- L'acceptation par les fermiers, que la mise en œuvre de BPA réduit les effets sur l'environnement, augmente la sécurité alimentaire et améliore le bien-être des travailleurs, tout en fournissant des occasions améliorées de vente ;
- Progresser vers des lois et des règlements intégrés pour la gestion de pesticides qui permettent un contrôle et une application adéquate ;
- Des forces du marché motivant les producteurs agricoles à mettre en application des BPA par la promotion de programmes de certification de récolte sur les marchés nationaux, en identifiant que la production respectueuse de l'environnement est une valeur ajoutée ;
- Meilleure conscience publique sur l'importance d'éviter des sources de pollution marine issues de l'agriculture ;
- Des cadres régionaux et nationaux consolidés pour la prévention et une gestion améliorée des sources de pollution liées à l'agriculture. Un progrès substantiel accompli vers la ratification du Protocole LBS dans les pays participants.

### *Pays bénéficiaires*

Le Nicaragua, le Costa Rica et la Colombie

*Coûts et dépenses du Projet (USD)*

<b>Projet Période :</b>	<b>Coût total de projet</b>	<b>Source des Financements</b>	<b>Budget biennal (2010-12)</b>	<b>Dépenses (2010-12)</b>
2005-2011	4,395,000	Fonds pour l'environnement mondial Croplife LA	1,268,564	1,323,916

*Statut de projet (accompli)*

**Composante 1- Coordination du Projet**

30. L'unité régionale de coordination de projet a été établie à la fin de 2006, alors que les comités nationaux de coordination commençaient des activités début 2007. Le plan de travail de projet a été mis à jour en 2007 avec les nouveaux besoins et des priorités exprimés par les comités nationaux. Les unités de coordination nationales ont été renforcées, et en conséquence, un bon niveau d'appropriation a été obtenu dans les pays du projet.
31. Au total, cinq réunions de comité de coordination ont été tenues depuis le début du projet où le statut du projet a été passé en revue, et des plans de travail discutés et approuvés. Les résultats et les accomplissements de projet ont été également évalués. Il y avait des retards dans l'exécution de quelques projets de démonstration ; et la prolongation du projet REPCar du FEM a été approuvée jusqu'en décembre 2011. Deux groupes régionaux consultatifs ont été établis et ont efficacement donné des conseils techniques et scientifiques au programme de contrôle du littoral et aux projets de démonstration en BPA.
32. L'analyse de mi-parcours, conduite dans le dernier exercice biennal par un audit externe, a évalué plusieurs aspects de l'exécution globale de projet, comme satisfaisante et extrêmement satisfaisante. Les rapports finals ont été soumis au PNUE en mars 2012. Une publication régionale finale, disponible en espagnol et en anglais, intègre les composants de projet et récapitule des résultats et des accomplissements. Toutes les activités substantielles ont été menées à bonne fin vers la fin de 2011. Une évaluation finale externe sera effectuée pendant l'année 2012. En tant qu'élément de la stratégie de diffusion de l'information, la page Web de projet sera maintenue pour s'assurer que toutes les ressources et rapports de formation seront disponibles.
33. Les réalisations du projet seront présentées aux réunions nationales, régionales, et internationales, aux forums, aux ateliers et aux congrès, pour favoriser une meilleure utilisation des pesticides et pour mieux sensibiliser à différents niveaux. Ceux-ci seront également employés pour obtenir l'engagement politique de ratifier le protocole LBS.

**Composante 2 - Projets de Démonstration**

34. Des projets de démonstration ont été établis en 2008 et 2009 pour valider les BPA et BPM pour des pesticides. Les projets ont servi de base aux programmes de formation pour des fermiers et des techniciens et ont mis en œuvre les techniques intégrées innovatrices de gestion de pesticides (IPM) qui ont été adaptées aux besoins des fermiers. Le projet a stimulé le développement de qualifications locales et a favorisé la durabilité des activités, après la fermeture du projet de GEF-REPCar.
35. Les régions à deux récoltes ont été choisies dans chaque pays, prenant en compte les impacts sur l'environnement en termes de risque d'écoulement de pesticides dans la mer des Caraïbes. La Colombie travailla sur les bananes et les plantains dans les régions d'Urabá et de Magdalena (août 2008 à juin 2011, zone d'influence : 17.000 ha petits cultivateurs de plantain d'exportation à Urabá et 11.000 ha de bananes à Magdalena). Au Costa Rica, des projets de démonstration sur des

bananes et des ananas dans les bassins versants des Caraïbes ont été mis en œuvre, de mars 2009 à juin 2011 (zone d'influence : 43.000 ha de banane ; cultures d'ananas à petite et à grande échelle 45.000 ha). Au Nicaragua, des projets de démonstration sur les haricots et la palme à huile dans les régions autonomes atlantiques du nord et du sud ont été mis en œuvre, de mars 2009 à octobre 2011 (zone d'influence : petits fermiers d'haricot et de riz 8.000 ha dans RAAN ; 1.300 petits et moyens producteurs de palme à huile dans RAAS).

36. La réduction de l'utilisation de pesticide s'est accrue de 8% à plus de 50% dans certains des projets de démonstration, selon les problèmes sanitaires de la récolte de démo rencontrés et des expériences liées à l'introduction de BPA avant le projet. Dans plusieurs cas, les projets de démonstration ont montré une réduction de résidus de pesticides dans les corps d'eau environnants.
37. En Colombie, presque 400 fermiers et techniciens ont reçu l'assistance technique directe des projets de démonstration. Au Costa Rica, 126 fermes de banane et plus de 200 producteurs d'ananas ont été liés aux projets de démonstration, tandis qu'au Nicaragua, plus de 400 fermiers et techniciens ont pu bénéficier des projets de démonstration.
38. Du matériel de formation, des BPA et autres manuels ont été produits pour chaque récolte et distribués parmi les bénéficiaires. Quelques-unes des principales publications ont été traduites en anglais pour faciliter le partage des expériences avec les Caraïbes anglophones. Tous les matériels sont disponibles dans le site Internet de REPCar-FEM.

### **Composante 3- Suivi des impacts des pesticides sur l'environnement**

39. Pendant la période 2004-2009, des statistiques sur la production, l'importation et l'exportation des pesticides de la Colombie et du Nicaragua ont été compilées par le projet. Au Costa Rica, le projet s'est associé à une université et des statistiques sur l'importation des pesticides, de 1977 à 2009, ont été compilées. Ces rapports ont également inclus les statistiques de l'utilisation des terres agricoles, qui ont servi d'indicateur pour l'utilisation potentielle des pesticides. Les Caraïbes du sud-ouest est une région avec une activité agricole florissante qui utilise une quantité significative de pesticides.
40. Pendant le dernier exercice biennal, en 2008, un programme de contrôle côtier a été développé, avec la participation des principaux instituts de recherche en environnement, pour établir une ligne de base des résidus de pesticides dans les environnements côtiers et marins. Un manuel technique détaillé a été élaboré et un atelier régional de formation a été tenu. La première évaluation de la présence des résidus de pesticides dans des échantillons de l'eau et de sédiment de 13 sites de surveillance, avec des répliques, pendant des saisons sèches et humides, a été menée à bonne fin en juin 2009. Basé sur les résultats, la conception du programme a été adaptée et une nouvelle phase, qui a eu lieu du deuxième semestre de 2009 au début de 2011.
41. Pour garantir la qualité des résultats obtenus, les capacités des laboratoires participants ont été renforcées par l'acquisition d'équipement, 3 ateliers régionaux et 3 cours de formation nationaux spécifiques. Le renforcement de capacité additionnelle a eu lieu par l'exécution des procédures de contrôle de qualité de laboratoire et la tenue d'un exercice de comparaison entre les laboratoires. Un laboratoire tient maintenant 1710 essais, liés aux pesticides, accrédités (équivalent à ISO 17025), les deux autres laboratoires ont fait des progrès significatifs vers l'accréditation.
42. Généralement, les résultats du projet ont prouvé que les concentrations trouvées pendant l'exercice de surveillance du littoral étaient basses, une fois qu'elles ont été comparées aux normes internationales. Néanmoins, quelques composés sont préoccupants dû à leur détection fréquente. Une base de données a été établie par le projet, et peut être consultée sur Internet par des responsables des ministères de l'environnement. Des réunions nationales et des rencontres ont été organisées pour analyser les résultats du programme de surveillance, principalement avec les membres des comités de coordination nationaux et pour planifier la révision des politiques et des stratégies de gestion de pesticides. Un rapport régional final a été édité au début de 2012 et il est disponible sur le site Web du projet, en espagnol et en anglais.

43. Le projet a établi une coopération avec des projets complémentaires d'autres agences, telles que l'AIEA et l'UNU-INWEH, dans le cadre du programme de surveillance. Cette coopération a mené au partage d'information technique et des ressources pour la formation et la publication des données, et à une alliance pour le développement des activités complémentaires.

#### **Composante 4 - Institutionnaliser la gestion de pesticide améliorée et renforcer la capacité pour réduire les écoulements de pesticides**

44. Outre la formation offerte par les projets de démonstration, REPCar-FEM a organisé des projets complémentaires de formation et de sensibilisation. « L'Apprentissage par la pratique » réussit à sensibiliser de manière significative la population rurale dans les zones d'influence. Par ces programmes, qui sont soutenus avec des fonds reçu de CropLife LA, plus de 5.000 fermiers ont participé dans la formation de base en BPA et BPM pour les pesticides en Colombie. Au Costa Rica et le Nicaragua, près de 900 et 200 techniciens respectivement, ont participé à la formation avancée en BPA, la gestion intégrée des parasites, les BPM pour des pesticides et les thèmes y reliées.
45. Comme complément au travail du programme de surveillance des résidus de pesticides, des projets de démonstration et des activités de formation et de sensibilisation, REPCar-FEM encouragea la diffusion d'information sur le cadre légal et de normalisation existant sur la gestion des pesticides dans chaque pays. De même, des programmes nationaux de certification de récolte de bonnes pratiques agricoles ont été favorisés. La Colombie avait déjà établi un programme, le Costa Rica a développé un programme national de certification et le Nicaragua a mené à bien les travaux exploratoires. Ces activités ont été effectuées en association avec le secteur productif.
46. Le site Internet du projet, établi en 2007, a été continuellement augmenté et inclut une plateforme de l'information interactive basée sur des cartes, des protocoles techniques, des manuels de BPA et autres publications. Des volants du projet ont été imprimés en espagnol et en anglais pour sensibiliser le public et plusieurs affiches ont été élaborées pour les utiliser lors d'événements nationaux, régionaux, et internationaux. Un bulletin trimestriel a vu le jour en 2009, après le lancement de tous les projets de démonstration, et 9 éditions ont été éditées et diffusées aux parties prenantes du projet. Le site Internet du projet a été remis à jour avec des matériels de formation qui ont été élaborés. Ce site Internet continuera à être accessible par le biais du site internet de l'UCR/CAR PNUE.
47. Le projet a participé dans plus de 50 événements techniques et scientifiques nationaux et internationaux, y compris les congrès, ateliers, forum environnementaux et foires agricoles. En participant à ces événements, le projet a augmenté la sensibilisation à différents niveaux et a gagné l'intérêt des décideurs et des politiques pour la ratification du protocole LBS.
48. Basés sur les réalisations et les leçons tirées du projet REPCar-FEM, une nouvelle proposition de FEM a été élaborée en 2010-2011. « Une meilleure gestion des cycles de vie des produits agrochimiques dans la région des Caraïbes et d'Amérique centrale » aurait une plus large échelle géographique, se référerait à une plus grande variété de récoltes et tendrait aussi à parvenir à une meilleure utilisation des produits agrochimiques dans le secteur du tourisme, dans les zones côtières en développement. Le PIF FEM a un budget total de US\$ 17.7 millions et a été approuvé par la Colombie, le Costa Rica, la République Dominicaine, le Salvador, le Honduras, la Jamaïque, le Nicaragua et le Panama et a reçu l'appui de la FAO, OPS, UNU-INWEH, le centre régional pour l'Amérique Centrale et le Mexique de la convention de Bâle, WWF, CropLife LA, Rainforest Alliance et Global GAP. En 2012, le PIF a été modifié en pour vue d'une soumission formelle auprès du secrétariat du FEM. La proposition n'a pas reçu l'approbation du FEM et le Secrétariat continuera à discuter avec les partenaires et les pays intéressés sur la révision éventuelle de la proposition de soumettre à nouveau au cours du prochain exercice biennal au Secrétariat du FEM.

**(ii) Intégration des bassins versants et gestion de zones côtières dans les petits états insulaires en développement dans les Caraïbes (IWCAM FEM)**

***Contexte***

49. Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a financé un projet pour soutenir 13 PEID des Caraïbes (Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, Dominica, République Dominicaine, Grenada, Haïti, Jamaïque, Saint Kitts et Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent et les Grenadines et Trinité-et-Tobago) pour traiter des questions liées à la gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières. Il soutient des activités pilotes nationales de démonstration sur la gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières (IWCAM) pour traiter des questions prioritaires ayant un potentiel de réplique à travers la région et dans d'autres régions de petits états insulaires en développement (PEID).
50. Le projet reconnaît la nature fortement intégrée et étroitement liée des bassins versants et des zones côtières dans les petites îles et vise à développer une approche de gestion plus coordonnée par secteurs aux niveaux nationaux et régionaux. Il met un accent fort sur le rôle élargi de toutes les parties prenantes dans un cadre de direction participative. Le projet reconnaît par ailleurs les contraintes sur le développement et la mise en œuvre d'une approche de gestion intégrée et coordonnée par secteurs, en l'absence de solutions applicables et rentables, à plusieurs des menaces primaires et de leurs causes profondes.

***Objectifs***

51. L'objectif global est de renforcer l'engagement et la capacité des pays participants à mettre en œuvre une approche de gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières, avec un but à long terme d'augmenter la capacité des pays, de planifier et de gérer de manière durable leurs ressources et leurs écosystèmes aquatiques. En même temps, le projet cherche à établir la capacité régionale au sein des institutions et des agences d'exécution, afin d'assurer la durabilité des pratiques et des principes d'IWCAM au delà de la vie du projet.

***Résultats espérés***

52. Les résultats espérés du projet, pour les composantes suivantes, sont:
- Démonstration, collecte et transfert, et meilleures pratiques
  - Développement du processus d'IWCAM, de la réduction du stress et du cadre indicateur de l'état de l'environnement ;
  - Politique, législation et réformes institutionnelles ;
  - Renforcement et durabilité des capacités régionales et nationales ; et
  - Gestion et coordination de projet

***Pays bénéficiaires***

Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, Dominique, République dominicaine, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, St. Vincent et les Grenadines, Trinité-et-Tobago.

***Coûts et dépenses du Projet (USD)***

Période de projet	Coût total de projet	Source des Financements	Budget bisannuel projeté (2010-12)	Budget bisannuel réel (2010-12)	Dépenses (2010-12)
2005-2012 <sup>2</sup>	14.082.691 <sup>3</sup>	FEM	4,479,619	3,558,408.62	2,824,288.72 <sup>4</sup>

*Statut de projet (terminé)*

*Composante 1 - Démonstration, collecte et transfert de meilleures pratiques*

53. Cette composante s'est concentrée sur les démonstrations « sur le terrain » dont des sites à haute diversité biologique nationaux, où des menaces spécifiques pour les services environnementaux nationaux, régionaux, et mondiaux ont été identifiés. Ces sites à haute diversité biologique ont été identifiés pendant les phases d'élaboration du projet. Tous les projets de démonstration ont été accomplis vers la fin de 2011. Les projets de démonstration étaient censés être innovateurs et montrer comment la réduction des contaminants peut résoudre la pénurie de l'eau et également améliorer la qualité de l'environnement marin et des ressources côtières. Ces projets étaient des véhicules par lesquels le changement environnemental pouvait être mesuré. Pour les pays qui n'ont pas développé des projets de démonstration, des activités pilotes de petite taille ont été identifiées qui peuvent être mises en œuvre, spécifiquement celles reliés à la gestion intégrée des ressources en eau, des bassins versants et des zones côtières. D'autres activités ont inclus : la sensibilisation publique, le suivi de l'environnement, l'installation de systèmes de collecte des eaux de pluie, la construction de systèmes de filtration de zones humides, et amélioration des systèmes domestiques d'assainissement, qui ont contribué à la réduction des difficultés des pays participants.
54. Pendant la période du rapport, une plus grande attention a été accordé à la collecte des enseignements et des meilleures pratiques. Des enseignements appris et les bonnes pratiques ont été reprises sous forme d'études de cas et de notes d'expérience. L'échange des expériences avec d'autres projets et régions appropriés a continué pendant la période du rapport et les sorties éducatives ont été organisées sur les sites de démonstration IWCAM FEM et les meilleures pratiques ont été transférées aux projets et aux organismes visiteurs.
55. Des progrès ont été réalisés grâce au système de gestion régional des informations de projet (PIMS) et le développement d'un mécanisme de communication « GeoNetwork » pendant la période du rapport. GeoNetwork permet d'établir des liens solides avec les sites Internet et les bases de données appropriés, de même que l'inclusion des outils de quelques GIS. Il permet un téléchargement plus efficace de matériel, de recherches et de possibles possibilités de formation en ligne. Les composantes incluront une base de données sur des contacts de IWCAM FEM et des projets en cours et déjà réalisés appropriés. Ce mécanisme de communication sera géré à l'UCR/CAR-PNUE pour assurer sa durabilité à long terme.

*Composante 2 - Développement du processus d'IWCAM, réduction du stress et cadre indicateur de l'état de l'environnement ;*

56. Tous les projets de démonstration ont préparé des indicateurs et les ont apporté au projet d'IWCAM. Basé sur le modèle d'indicateurs développé en 2008, un essai pilote a été effectué en 2011, utilisant la Barbade comme pays pilote. L'activité pilote a cherché à développer une base de données facile à utiliser. La formation des parties prenantes dans l'application des indicateurs appropriés et le modèle d'indicateur a eu lieu pendant la période du rapport. Un diagnostic HSDA des sites à haute diversité biologique a été réalisé, centré sur les pays non démonstratifs, y compris l'identification des questions/problèmes prioritaires en eau, sur les causes profondes et immédiates et sur les réformes requises. Basé sur ces

<sup>2</sup> le projet a été prolongé à juin 2012.

<sup>3</sup> Ceci inclut les fonds gérés par le PNUD de même que par le PNUE.

<sup>4</sup> Ceci reflète seulement ce qui a été dépensé par le PNUE jusqu'en juin 2012.

HSDA, des projets pilotes ont été préparés pour Haïti, Grenada, St Lucia, et Dominica. Ces projets pilote HSDA ont été terminés pendant la période du rapport.

### ***Composante 3 - Politique, législation, et réforme institutionnelle***

57. Cette composante a cherché à reformer et réaligner les politiques nationales, la législation et les structures institutionnelles en vue de refléter les objectifs d'IWCAM et pour réunir les conditions de MEA régionales et internationales les plus appropriées. Le protocole LBS est parmi ces MEA. Le projet a alloué des ressources en vue d'une réunion avec les membres du Cabinet, par exemple à Grenada et Dominica et la reformulation de la législation ou d'autres documents de politique et notes du Cabinet, à l'appui de la ratification de MEA, tel que le protocole LBS de la convention de Cartagena. Le financement a été également fourni pour soutenir la rédaction législative.
58. Des politiques modèles d'IWRM ont été préparées pour Antigua et Barbuda et Dominica, alors qu'un certain nombre d'autres pays tels que Barbade, Cuba, et République Dominicaine, ont démontré leur engagement à adopter une approche d'IWRM. Le manuel d'évaluation des ressources communautaires (CBRA) et des outils ont été achevés, traduits en espagnol et en français, et encouragés auprès des pays participants.

### ***Composante 4 - Renforcement et durabilité des capacités régionales et nationales***

59. Les efforts ont continué à sensibiliser sur l'IWCAM en tant qu'approche. Les activités régionales ont inclus la sensibilisation et une portée publique par le biais de bulletins trimestriels, des affiches, des revues, des brochures, des formations et des présentations lors de forums régionaux et internationaux.
60. L'implication des parties prenantes a été large tout le long du projet, avec les exemples suivants à remarquer :  
En Jamaïque, le groupe des parties prenantes des draveurs de la rivière a engagé les parties prenantes à Portland est, par le biais de quatre sous-comités : Gouvernement et application ; Hygiène et moyens de vies ; Suivi de l'environnement ; et sensibilisation publique. En République Dominicaine, le secteur privé a participé à une vaste enquête de pratiques industrielles dans le bassin inférieur de fleuve Haina, ainsi que l'identification et la mise en œuvre de mécanismes de production plus propres, prévus pour le court, moyen et long terme. A Saint Lucia, le comité de gestion du bassin versant, chargé de motiver et de mobiliser la plus vaste communauté pour participer à plusieurs activités, a pris l'initiative de se transformer en ONG, la Trust for the Management of Rivers, pour promouvoir, mettre en œuvre, et assurer la durabilité de l'approche d'IWCAM après que le projet ait été fini. A Tobago, l'organisation écologique de protection de l'environnement d'Anse Fromager, un groupe de la communauté consacré en grande partie aux nettoyages et à combattre les feux sauvages sur les collines du bassin versant de Courland, s'est impliqué dans toutes les activités de planification et d'exécution des efforts de reboisement du bassin versant. A Saint Vincent, les projets pilotes communautaires d'IWRM dans quatre communautés - Chateaubelair, Greggs, Spring Village, et Vermont - ont travaillé pour accroître la sensibilité du public autour des questions du bassin versant et, pour mettre en œuvre des activités orientées à atténuer la pollution de l'eau tout en fournissant des améliorations aux installations de la communauté.
61. Le renforcement des capacités s'est focalisé sur les niveaux nationaux et régionaux. La formation en suivi de l'environnement et en traitement des données a continué pour le personnel de laboratoire, basée sur les besoins identifiés. Le renforcement de laboratoire, le travail en réseau et le développement ont également été soutenus. De tels investissements soutiennent les pays et assurent la durabilité après la fin du projet. Une autre formation dans l'écriture de proposition de projet a été également conduite pendant la période du rapport.

*Composante 5 - Gestion et coordination de projet*

62. L'Unité de gestion de projet (PMU) a continué son rôle comme directeur des composantes régionales du projet. Le projet a tenu sa conférence finale de projet du 16 au 18 novembre 2011 et la 6 réunion finale du comité de coordination de projet, le 15 novembre 2011, à Kingston, Jamaïque. Une prolongation du projet a été approuvée jusqu'en juin 2012. Les expériences, les enseignements appris et les réalisations de plus de cinq ans d'exécution ont été partagés et passés en revue par des associés et des parties prenantes du projet. Le public a été invité à suivre les démarches en direct sur Internet.
63. Le groupe de gestion des agences de mise en œuvre et des agences d'exécution (IA/EA) s'est réuni formellement avant la réunion régionale finale du comité de coordination de projet. Tous les résultats et rapports finals du projet peuvent être téléchargés au site [www.iwcam.org](http://www.iwcam.org). Ceci sera archivé par UCR/CAR-PNUE en tant que serveur du mécanisme de communication.
64. L'évaluation finale du projet a été effectuée comme condition standard du Fonds pour l'Environnement Mondial. Une proposition de projet de suivi (PIF) au projet de IWCAM FEM a été élaborée et soumise au directeur du FEM pour approbation, en avril 2012. Le PIF intitulé « Mise en œuvre de la gestion intégrée des terres, des eaux et des eaux usées dans les PIED des Caraïbes » a été appuyée par dix (10) pays et autorisé par le CE du FEM pour être inclus au programme de travail du mois de juin. La proposition détaillée du projet devrait être soumise au secrétariat du FEM au premier trimestre 2013.

**(iii) Mise à l'épreuve d'un prototype de Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées (CReW FEM)**

*Contexte*

65. La dégradation de l'environnement marin des Caraïbes suite à la décharge des eaux usées non traitées est une préoccupation profonde pour les pays dont les vies dépendent de leurs ressources marines naturelles. De nombreuses études scientifiques y compris le rapport d'PAM/PNUE2006, sur l'état de l'environnement marin, et l'étude de l'évaluation de l'écosystème marin des Caraïbes (CARSEA), ont constaté que la « pollution par les eaux usées de source terrestre et des bateaux a été la forme la plus dominante de contamination de l'environnement côtier. »
66. Tandis que les pays reconnaissent de plus en plus l'importance d'améliorer la gestion des eaux usées, des obstacles existent à satisfaire aux engagements du protocole LBS et à prendre de telles mesures. Le PAM PNUE a encore rapporté dans son rapport 2006 que des contraintes financières significatives existent et qu'il n'existe pas de financement proportionné et accessible, disponible, pour les investissements à réaliser dans la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes.
67. Outre les contraintes financières, d'autres barrières substantielles existent également. Parmi celles-ci, des politiques, des lois et des règlements nationaux insatisfaisants ; une application limitée des lois et des règlements existants ; une communication et collaboration pauvres entre les divers secteurs et agences qui contribuent à une approche réduite fragmentée de la gestion des eaux usées ; et une conscience, connaissance et compréhension limitées des technologies appropriées, alternatives et peu coûteuses de traitement des eaux usées. D'autres limitations dans la capacité technique (par exemple, dans l'élaboration de propositions de projet, opérations et entretien des systèmes de traitement, et de surveillance et analyse des décharges et des impacts des eaux usées), limitent le progrès pour gérer efficacement les eaux usées.
68. Sur la base de ce qui précède, le PNUE et la BID ont demandé l'aide du FEM, au nom des pays des Caraïbes, pour améliorer la capacité des pays dans la gestion des eaux usées par le développement d'un Fonds régional prototype comme modalité possible pour fournir le financement durable à des projets de gestion d'eaux usées, dans la région, tout en traitant aussi les contraintes principales de capacité existant dans les cadres légaux, institutionnels, éducatifs et de politique, dans la gestion des eaux

usées.

69. Tout le projet se compose de cinq composantes principales : Investissement et financement innovateur pour la gestion des eaux usées (BID) ; Réformes pour la gestion des eaux usées (PNUE) ; Communications, portée et échange d'information (PNUE) ; Surveillance et évaluation (BID/PNUE) et ; Gestion de projet (BID/PNUE).

### **Objectifs**

70. Les objectifs du projet sont : (1) établir des mécanismes innovateurs de financement pour le financement rentable et durable de la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes ; (2) faciliter des discussions de politique, renforcer les cadres législatifs ; et (3) faciliter le dialogue et l'échange régionaux de la connaissance entre les principales parties prenantes dans la région des Caraïbes.

### **Résultats espérés**

71. Les résultats espérés sur ce projet sont :

- Meilleur accès au financement pour la gestion des eaux usées.
- Développement réussi des projets pilotes.
- Améliorations dans la capacité technique pour la mise en œuvre des projets.
- Pollution réduite due aux activités terrestres, dans les eaux terrestres et côtières, par les eaux usées non traitées, dans les sites des projets pilotes.
- Une plus grande sensibilité des parties prenantes au sujet des solutions acceptables, soutenables et rentables dans la gestion des eaux usées.
- Intérêt et demandes accrues des mécanismes de financement pilotes dans la région des Caraïbes.
- Une plus grande connaissance, diffusion d'information et utilisation des méthodes et des pratiques participatives des organismes gouvernementaux, secteur privé et société civile, dans la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes

Coûts et dépenses du Projet (USD)

<b>Période de projet</b>	<b>Coût total de projet</b>	<b>Source des Financements</b>	<b>Budget total du PNUE</b>	<b>Budget prévu du projet (2012)</b>	<b>Budget actuel (2012)</b>	<b>Dépenses (2012)</b>
<b>2011-2012</b>	<b>20,000,000<sup>5</sup></b>	<b>FEM</b>	<b>3,335,000</b>	<b>1,800,000</b>	<b>1,434,198<sup>6</sup></b>	<b>251,760.16<sup>7</sup></b>

### **Pays bénéficiaires**

<sup>5</sup> Cela n'inclut pas la phase de préparation de projet, cela n'indique que le financement du FEM.

<sup>6</sup> Budget de la composante PNUE seulement.

<sup>7</sup> Dépenses du PNUE jusqu'à juin 2012 seulement.

Portée: régionale - Antigua et Barbuda, Barbade, Belize, Costa Rica, Guatemala, Guyana, Jamaïque, Panama, Saint Lucia, St. Vincent et les Grenadines, Suriname, et Trinité-et-Tobago

### Détail de tout le projet

<b>Budget par composante - tableau synoptique - PROJET COMPLET : essai d'un fonds régional des Caraïbes prototype pour la gestion des eaux usées (CREW)</b>			
<b>Budget du projet</b>			
<b>Composantes/Sous-projets/activités de projet</b>	<b>financement FEM en USD : \$20 millions</b>	<b>co-financement en USD : \$200 millions</b>	<b>Coût total du projet USD : \$220 millions</b>
<b>Composante 1 : Investissement et financement innovateur pour la gestion des eaux usées (BID)</b>	<b>15.073.000</b>	<b>244.392.000</b>	<b>259.465.000</b>
Sous-projet I.1 : Investissement et financement innovateur pour la gestion des eaux usées (4 pilotes)	13.000.000	242.042.000	255.042.000
Sous-projet I.2 : Appui au développement du projet	1.000.000	2.350.000	3.350.000
Sous-projet I.3 : Renforcement de capacité pour les projets pilotes des eaux usées	1.073.000	0	1.073.000
<b>Composante II : Réformes pour la gestion des eaux usées (PNUE)</b>	<b>2.500.000</b>	<b>2.999.996</b>	<b>5.499.996</b>
Sous-projet II.1 : Renforcement des capacités - renforcement politique et institutionnel	1.540.000	894.736	2.434.736
Sous-projet II.2 : Renforcement des capacités - réforme législative	660.000	526.315	1.186.315
Sous-projet II.3 : Renforcement des capacités - sensibilisation	300.000	1.578.945	1.878.945
<b>Composante III - Communication, portée et échange d'informations (PNUE)</b>	<b>710.000</b>	<b>500.000</b>	<b>1.210.000</b>
Sous-projet III.1 : Partage et diffusion d'informations	360.000	75.000	435.000
Sous-projet III.2 : Système d'information intégré	350.000	300.000	650.000
<b>Composante IV : Surveillance et évaluation (UNEP/IDB) (UNEP - 90.000)</b>	<b>760.000</b>	<b>1.104.000</b>	<b>1.864.000</b>
Sous-projet IV.1 : Surveillance et évaluation	590.000	0	590.000
Sous-projet IV.2 : Audits financier et opérationnel	170.000	0	170.000
<b>Composante V : Gestion de projet (UNEP/IDB) (UNEP 35.000)</b>	<b>957.000</b>	<b>3.891.000</b>	<b>4.848.000</b>
Sous-projet V.1 : Coordination du projet	510.000	0	510.000
Sous-projet V.2 : Comité de coordination	197.000	0	197.000
Sous-projet V.2 : Assistance administrative	250.000	0	250.000
<b>Coût total de projet (\$)</b>	<b>20.000.000</b>	<b>252.886.996</b>	<b>272.886.996</b>

La valeur totale des composantes exécutées par le PNUE est de : USD 3.335.000

### État du projet

72. Les pays suivants ont soumis leurs lettres officielles d'approbation de ce projet, par le biais de leurs points de liaison du FEM : Antigua et Barbuda, Barbade, Belize, Costa Rica, Guatemala, Guyane, Jamaïque, Panama, Saint Lucia, Saint Vincent et les Grenadines, Surinam et Trinité-et-Tobago. Le projet CREW est développé dans quatre pays pilotes : Jamaïque, Belize, Guayana et Trinité et Tobago.
73. Le formulaire de mise en œuvre du projet (PIF) a été conçu et adopté par le Directeur du FEM en septembre 2008 et plus tard approuvé par le Conseil en novembre 2008. Une subvention pour la proposition de projet a été reçue pour l'élaboration d'une soumission de proposition au FEM de tout un projet en 2010.

74. CAR Cimab a conduit des missions aux pays choisis en octobre 2009 pour rassembler des données de base sur la gestion des eaux usées, des analyses. Le groupe consultant basé en Jamaïque, des directeurs de la durabilité ont également compilé des données de base par des recherches régionales et la correspondance avec les pays du projet. La proposition de projet a été achevée et soumise au Directeur du FEM pour approbation. Le projet a reçu l'approbation du Directeur du FEM en novembre 2010. Le projet est un projet de quatre ans géré et mis en œuvre par la Banque Interaméricaine et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Le projet a eu une date de début d'exécution, à janvier 2011, et il est programmé pour être mené à bonne fin en décembre 2014. En raison d'une phase prolongée avant le démarrage, qui était nécessaire pour formaliser l'internalisation du projet et l'établissement d'un accord entre le PNUE et la BID, le projet était prévu débiter en juin 2011 et pour l'UCR/CAR-PNUE en janvier 2012.
75. Pendant la phase de début de projet, le groupe de coordination (PCG) a été établi, un site Internet du projet a été développé ([www.gefcrew.org](http://www.gefcrew.org)), ainsi qu'un logo, une banderole et une brochure. Le projet a participé à la 6<sup>ème</sup> conférence internationale bisannuelle de l'eau, du FEM, en octobre 2011, en Croatie, à Dubrovnik. Le projet CReW FEM a tenu son atelier de démarrage et la première réunion de comité de coordination, en février 2012, à Kingston, Jamaïque. Un plan d'opérations annuel détaillé, un budget révisé pour 2012 et un mandat pour le comité de coordination ont été approuvés. L'UCR/CAR-PNUE, avec l'appui d'un spécialiste en communications (en tant que membre du PCG) et d'un adjoint administratif, sera la responsable d'exécuter la composante 2 - Reformes pour la gestion des eaux usées, et la composante 3 - Communication, portée et échange d'informations. Le projet CReW du FEM participa au 6<sup>ème</sup> Forum et Exposition environnemental bisannuel des Caraïbes, en mai 2012, à St. Kitts et Nevis. Le pole CReW a exposé le titre « CReW – Traiter correctement les eaux usées ». Il a introduit le projet et souligné certaines des problèmes qui affectent la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes. Le projet participa également au 1<sup>er</sup> STAC LBS à Aruba, en juin 2012. Le projet participera à la 21<sup>ème</sup> Conférence et Exposition annuelle de CWWA, qui se tiendra en octobre 2012.
76. Les besoins en formation et autre renforcement de capacité des pays participants sont en cours d'évaluation. Cette information documentera les évaluations de base ainsi que la formation qui sera apportée par le biais du CReW au niveau national et régional. Le PCG poursuit son travail auprès des pays pilotes du projet pour développer leurs mécanismes de financement pilotes et travaille en vue de mettre au point l'accord qui analysera le cadre établi pour le développement du fonds auto renouvelable.

## **B. Suivi et évaluation**

### **(iv) évaluation des charges et des sources de polluants dans la région des Caraïbes**

#### *Contexte*

77. En 1994, le PEC a conclu la première vue d'ensemble régionale des sources de pollution d'origine terrestre dans la région des Caraïbes (Rapport technique du PEC # 33). En tant que telles, les données de la vue d'ensemble étaient de plus de quinze années et ont eu une valeur limitée pour les gouvernements du PEC comme source d'informations actuelles. Une deuxième vue d'ensemble a été exigée pour confirmer ou reconfirmer les sources de polluants prioritaires dans la région des Caraïbes. Cette deuxième vue d'ensemble a été achevée en 2011 ayant pour résultat le rapport technique No. 52. La mise à jour du rapport technique # 33 du PEC a été effectuée pendant la période 2005-2010 en deux phases. La première phase a comporté la tenue de deux ateliers à Caracas et à La Havane, en 2005 et 2006, respectivement, traitant des méthodologies pour estimer les charges domestiques et industrielles de polluants de sources terrestres dans la région des Caraïbes. La deuxième phase a nécessité l'évaluation et l'analyse des rapports techniques nationaux présentés par Barbade, Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, Guyane française, Guadeloupe, Martinique, Guatemala, Jamaïque, Nicaragua, Panama, la République Dominicaine, Trinidad et Tobago, et Venezuela, en plus de l'autre information disponible jusqu'en 2009, pour fournir des mises à jour sur les charges de polluants déchargées dans la région des Caraïbes. Ce rapport mis à jour fournit une mise à jour des charges domestiques et industrielles de polluants déchargées dans la

région des Caraïbes, l'expansion et le traitement de la couverture d'assainissement, aussi bien que la charge de polluants provenant des bassins versants, selon l'information disponible dans les pays de la région des Caraïbes. Il présente également les changements prévus des charges de polluants, pendant les années 2015 et 2020, en conformité avec les buts de développement du millénaire de l'ONU. Pendant le dernier exercice biennal, d'autres rapports des projets impliquant la surveillance et l'évaluation comprenant le réseau Know Why, et l'analyse de base des eaux usées domestiques, ont été produits.

### *Objectifs*

78. L'objectif de cette activité est de tirer profit des rapports techniques réalisés et d'utiliser les données de surveillance et d'évaluation et l'information produites pendant le dernier exercice biennal, y compris mais non limitées au RT 33 mis à jour, l'atlas d'AMEP et le rapport final de projet du réseau Know Why. Ces activités faciliteront également une approche coordonnée de la prise, l'analyse et la diffusion des données et de l'information des activités de surveillance de la pollution ayant lieu dans le cadre des projets financés par le FEM.

### *Résultats espérés*

79. Les résultats espérés de ce projet incluent :
- Le perfectionnement et le développement de mécanismes pour le partage des données et des informations liées à la pollution.
  - Davantage de développement et d'amélioration de la carte interactive sur Internet.
  - Développement d'un mécanisme de communication et établissement des liens aux mécanismes de communication existants.
  - Production de fiches documentaires sur la pollution.
  - Collaboration accrue entre le secrétariat du PEC, CAR LBS et les institutions partenaires ou de collaboration du projet

### *Pays bénéficiaires*

Région des Caraïbes.

### *Coûts et dépenses du Projet (USD)*

<b>Période de projet</b>	<b>Coût total de projet</b>	<b>Source des Financements</b>	<b>Budget bisannuel projeté (2010-12)</b>	<b>Budget bisannuel réel (2010-12)</b>	<b>Dépenses (2010-12)</b>
<b>2010-2012</b>	<b>45.000</b>	<b>Dépt. d'Etat EUA</b>	<b>45.000</b>	<b>45.000</b>	<b>31.000<sup>8</sup></b>

### *Statut*

80. Le secrétariat et CAR Cimab LBS ont travaillé ensemble pour mettre à jour le rapport technique # 33 du PEC avec de nouvelles composantes d'analyse et des données de pays mises à jour. Après avoir été passées en revue par les représentants et les membres nationaux du réseau régional d'activité d'AMEP, le projet de rapport final a été soumis à la 5ème ISTAC LBS et quatorzième réunion intergouvernementale sur le plan d'action du Programme pour l'Environnement des Caraïbes (14<sup>ème</sup> IG). Le rapport mis à jour a été adopté à la 14<sup>ème</sup> IG et onzième réunion des parties contractantes à la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (11<sup>ème</sup> CdP) en octobre 2010, à Montego Bay, Jamaïque. Il a été édité comme nouveau rapport technique ; rapport technique du PEC Nr 52 en 2012.

---

<sup>8</sup> Dépenses à fin juin 2012.

81. CAR Cimab et le Secrétariat AMEP ont aussi travaillé ensemble pour élaborer une brochure sur les eaux usées et des fiches d'information présentées dans les récents rapports techniques y compris le TR33 mis à jour, l'analyse régionale de base des eaux usées et le Projet de partenariat du Réseau Know-Why (KWN).
82. Le Secrétariat a établi un Groupe de travail intérimaire, conformément à la décision XI de la 14<sup>ème</sup> Réunion IG, pour poursuivre les travaux liés à la surveillance et l'évaluation de l'environnement. Le groupe utilise le nouveau rapport technique du PEC# 52 (Rapport technique N° 33 actualisé) et d'autres études appropriées comme ligne de base pour identifier de nouvelles activités en vue d'améliorer l'élaboration des rapports sur les effluents et l'évaluation des conditions de qualité de l'eau dans toute la zone d'application de la Convention. Basé sur les nominations pays, le groupe de travail est composé de représentants de la Jamaïque (président), des Bahamas, de la Colombie, du Mexique, de la Barbade, des Etats-Unis, de Trinité et Tobago et de la France, avec l'appui technique des CAR de LBS - IMA et CIMAB. Le Secrétariat AMEP a convoqué un atelier régional d'experts sur le suivi et l'évaluation environnementale, en septembre 2011, à Montego Bay, Jamaïque. Il y a eu 41 participants dont des experts techniques de 18 pays. Cet atelier a permis d'autres discussions par le groupe de travail intérimaire. Le rapport de travail du groupe de travail intérimaire a été présenté au 1<sup>er</sup> STAC LBS en juin 2012, à Aruba.
83. Une base de données régionale des capacités de laboratoire a été développée pendant la période du rapport. Cette base de données régionale servira comme outil pour aider les gens de la région à trouver des laboratoires qui répondent à des besoins d'analyse spécifiques et qui puissent être utilisées comme support de projets et activités mis en œuvre dans le cadre de la Convention de Cartagena et ses protocoles. Cette base de données est fondée sur des résultats d'une enquête régionale de capacités de laboratoire qui a été distribuée auprès de 60 laboratoires, dans 18 pays de la région des Caraïbes. Il y avait d'autres améliorations à la carte interactive d'activité de projet, avec l'information les activités de surveillance et d'évaluation d'AMEP et du projet REPCar FEM. La base de données est disponible en format papier et en ligne à la base de données du site Internet de l'UCT/CAR du PNUE.

### **C. Gestion des eaux usées**

#### **(v) Projet pilote d'évaluation des besoins d'assainissement des eaux usées**

##### *Contexte*

84. Les eaux usées domestiques et eaux d'égouts sont l'une des plus grandes sources de pollution, par leur volume, dans la région des Caraïbes. AMEP lança une série de projets pilote d'évaluation des besoins de traitement des eaux usées. Ces pays aidés par des projets pilotes à satisfaire aux obligations de l'Annexe III du protocole LBS, fournissent des conseils régionaux sur la classification des corps d'eau sous l'annexe III, et aident à la planification pour la mise à niveau des systèmes existants. Les projets pilotes ont été précédés par l'élaboration, en 2003, du document d'orientation d'évaluation des besoins d'assainissement des eaux usées, publié comme RT 44 PEC. Le document d'orientation a été élaboré pour aider les pays de la région des Caraïbes au développement de plans nationaux d'action communautaire et pour une meilleure gestion des eaux usées.
85. Des projets pilotes achevés précédemment à l'appui de l'annexe III du protocole LBS y compris ceux conduits à Whitehorses, Jamaïque, Vieux Fort, Saint Lucia, Charlottesville, Tobago, en collaboration avec l'OPS ; un projet sur l'eau et l'hygiène soutenu par UNEP-DTIE à la vallée de Breadnut, Jamaïque, de même que le projet construit en zones humides pour le traitement des eaux usées domestiques dans le bassin versant Au Leons de Saint Lucia. Le projet de Saint Lucia a été cofinancé par IWCAM FEM et l'Union Européenne. Un projet conjoint PNUE/OPS/Ministère de la santé et l'environnement, pour évaluer le statut des usines de traitement des eaux usées en Jamaïque, a débuté en 2009 et a continué jusqu'à la fin de 2010.
86. Des leçons tirées de ces projets ont été diffusées, présentées lors de réunions passées, et employées dans le

développement de nouveaux projets pilotes. Après l'accomplissement réussi des projets pilotes d'évaluation des besoins d'assainissement des eaux usées à Tobago et Saint Lucia, des fonds ont été mobilisés pour conduire une évaluation semblable à Belize.

### **Objectifs**

87. Le projet vise à aider au développement des plans nationaux pour que les pays pilotes choisis soient conformes à la condition de l'annexe III du protocole LBS, quant aux eaux usées domestiques.

### **Résultats espérés:**

88. Les résultats espérés du projet sont :

- Mise en œuvre et accomplissement du projet pilote à Belize, selon le plan de travail convenu ;
- Notes expérientielles basées sur des expériences du projet pilote achevé ;
- Mobilisation de fonds pour des projets pilotes supplémentaires.

### **Pays bénéficiaire - Belize**

#### **Coûts et dépenses du Projet (USD)**

<b>Période de projet</b>	<b>Coût total de projet</b>	<b>Source des Financements</b>	<b>Budget bisannuel projeté (2010-12)</b>	<b>Budget bisannuel réel (2010-12)</b>	<b>Dépenses (2010-12)</b>
<b>2010-2011<sup>9</sup></b>	<b>25.000</b>	<b>États-Unis</b>	<b>25.000</b>	<b>25.000</b>	<b>21.360</b>

#### **Montant USD 21.360 du SSFA Belize**

##### **Statut (terminé)**

89. Un projet conjoint PNUE/OPS et Ministère de la santé et de l'environnement (MOHE) pour évaluer la qualité des effluents des usines de traitement des eaux usées de la Jamaïque, ayant débuté en 2009, a été accompli en 2010. Il a cherché à évaluer l'efficacité des usines de traitement des eaux usées des pays. Trois (3) ateliers régionaux ont été conduits pour déterminer le nombre d'usines de traitement des eaux usées (WWTPs). 171 usines de traitement des eaux usées ont été géo-référencées, 165 usines ont été échantillonnées, et 20 eaux réceptrices ont été échantillonnées et des cartes ont été créées de ces points de prélèvement. Des cartes de la Jamaïque, représentant la qualité de l'eau avec les différents paramètres, ont été créées. Ces cartes représentent une vue nationale de la qualité des effluents des usines de traitement des eaux usées.
90. Les résultats du projet ont été présentés au 5ème Forum environnemental et d'exposition des Caraïbes (CEF - 5), à Montego Bay, Jamaïque, en 2010. Huit (8) réunions initiales de formation et de parties prenantes, huit (8) réunions de comité de projet, une (1) réunion de comité et quatre (4) réunions régionales, ont été tenues pour discuter et évaluer l'information recueillie des usines prélevées.
91. Pendant la période du rapport, le projet pilote d'évaluation des besoins des eaux usées a été accompli à Caye Caulker, Belize, en août 2011. Le projet a étudié les pratiques en matière de gestion des déchets et d'utilisation d'eaux souterraines à Caye Caulker. L'évaluation des besoins d'épuration a été conduite à

<sup>9</sup>Aucune activité budgétisée pour 2012

travers une révision documentaire, des entretiens avec les parties prenantes, des questionnaires, des consultations publiques, et des données réunies sur la mise en œuvre du programme de surveillance de la qualité de l'eau. Les échantillons ont été rassemblés sur une base mensuelle, pendant une période d'un (1) an. Les sites d'échantillon identifiés ont été choisis pour obtenir les meilleures données représentatives du secteur. Huit (8) puits ont été surveillés et les paramètres analysés, y compris le BOD5, COD, les coliformes fécaux totaux, le pH, l'oxygène dissous, la turbidité, les sulfates, la salinité, les phosphates et les nitrates.

92. Les leçons tirées des deux projets ont été employées dans le développement de la proposition de projet complet pour le projet CReW du FEM.

#### **D. Gestion des déchets**

##### **(vi) mise en œuvre du plan d'action régional sur les déchets marins (RAPMaLi)**

###### *Contexte*

93. Selon la résolution sur les « océans et le droit de la mer » (A/59/L.22 adopté comme résolution 59/25), le paragraphe 92, il y est recommandé que le processus consultatif pendant les discussions sur le rapport du Secrétaire général, devrait organiser ses discussions autour des questions telles que les déchets marins. Dans ce contexte, et vu le contexte de l'appui du PNUE à l'UCR/CAR, considérant que les déchets marins sont une priorité pour les deux UCR/CAR et pour les mers régionales du PNUE. Le programme, RSP continuera à soutenir et aider l'UCR/CAR dans la protection de l'environnement et le développement durable de la région des Caraïbes, par la mise en œuvre « du plan d'action régional sur la gestion durable des déchets marins dans les Caraïbes » (RAPMaLi).
94. Le Bureau de coordination des mers régionales du PNUE et le programme d'action mondial (PAM) ont entrepris le développement « d'une initiative mondiale sur les déchets marins' ; concentrée sur l'établissement et le développement d'activités régionales pilotes dans les régions qui sont les plus affectées. L'initiative fournit une plateforme globale pour l'établissement des partenariats, des activités de coopération et de coordination pour le contrôle et la gestion durable des déchets marins. À la cinquième conférence internationale sur les débris marins, Co-organisée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Agence US National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), en mars 2011, l'Engagement de Honolulu a été approuvé. L'Engagement de Honolulu a exprimé les inquiétudes quant à la menace continue et aux coûts économiques des déchets marins pour la santé humaine et la sécurité ; les services de biodiversité et d'écosystème ; les moyens de vie durables ; et les secteurs de canotage, de transport, de tourisme et de la pêche. La stratégie de Honolulu est un cadre pour qu'un effort complet et global réduise les impacts sur la santé écologique et humaine, et économiques, des déchets marins, a été achevée après la conférence.

###### *Objectifs*

95. L'objectif de ce projet est d'aider à la protection de l'environnement et au développement durable de la région des Caraïbes par l'exécution « du plan d'action régional sur la gestion des déchets marins » (RAPMaLi), achevé en 2007.

###### *Résultats espérés*

Les résultats espérés du projet sont :

- Une proposition de projet régional pour mettre en œuvre un Programme régional d'éducation et de sensibilisation sur la gestion des déchets solides et des déchets marins
- Matériel axé sur l'éducation et la conscience des déchets marins dans quatre pays pilotes
- Stratégie de mobilisation de ressources

#### *Pays bénéficiaires*

Régional - Barbade, Saint Lucia, Jamaïque, Guyana

#### *Coûts et dépenses du Projet (USD)*

<b>Période de projet</b>	<b>Coût total de projet</b>	<b>Source des Financements</b>	<b>Budget prévu (2010-12)</b>	<b>Budget réel (2010-12)</b>	<b>Dépenses (2010-12)</b>
<b>2010-2012</b>	<b>40.000</b>	<b>Dépt. d'état des EUA</b>	<b>40.000</b>	<b>20.000</b>	<b>10.000</b>

#### *Statut*

96. Des stagiaires du sous-programme d'AMEP ont compilé l'information disponible sur le matériel éducatif et de sensibilisation existant dans la région des Caraïbes. Un conseiller a été engagé pour développer le matériel axé sur l'éducation et la sensibilisation des déchets marins dans quatre pays pilotes. Cependant, basé sur la rétroaction reçue des pays, tout comme des efforts continus de développer la stratégie de Honolulu et une initiative mondiale sur les déchets marins, il a été convenu de retarder cette activité, afin qu'elle puisse encore être éclairée par ces activités.
97. Le secrétariat d'AMEP développera un guide d'activité en ligne sur les débris marins et un jeu interactif sur les débris marins pour la page des enfants du site Web du PEC, afin d'appuyer la mise en œuvre du plan d'action régional des Caraïbes sur les débris marins, début 2012. Ces activités devraient se concentrer sur le développement du matériel ciblée, éducatif, promotionnel et de sensibilisation, pour les enfants, les décideurs et le grand public.

## **E. Programmes d'action nationaux**

### **(vii) Mise en œuvre de PAN pilotes**

#### *Contexte*

98. Pour renverser la situation de déclin des environnements côtiers et marins, de pollution et dégradation due aux activités terrestres ; le Programme d'action mondial pour la protection de l'environnement marin contre les activités terrestres (PAM) de 1995, invite les gouvernements à développer des programmes d'action nationaux pour la protection de l'environnement marin contre les activités terrestres (PAN). Ces PAN incorporent les processus dynamiques et itératifs qui institutionnalisent l'exécution échelonnée des activités prioritaires, dans un cadre participatif intersectoriel. Le but principal d'un PAN est de développer des projets concrets qui mobilisent des parties prenantes et des ressources. Le PAN requiert donc d'être intégré dans des cadres budgétaires, de politique et de planification appropriés.
99. Le développement d'une vision commune pour la croissance et le développement dans un secteur donné est gêné par la fragmentation des autorités gouvernementales et d'intérêts concurrents de tous les secteurs (gouvernemental, agricole, développement, tourisme, communauté, ONG). Les projets de

PAN démontrent la viabilité d'employer une approche de collaboration, pour le développement et la mise en œuvre de PAN, basée sur une approche de planification intégrée, conçue en fonction des besoins du pays. Ces projets fournissent l'appui coordonnateur à l'association régionale entre l'UCR/CAR-PNUE, le secrétariat du PAM et le node du PAM de NOAA qui vise à faciliter le développement du PAN dans la région des Caraïbes. Cette association tient compte d'un usage plus efficace des ressources, financières et humaines, de peaufiner les modèles et les directives existants pour la préparation du PAN. Les enseignements appris des projets réalisés avec succès sont diffusés par les ateliers régionaux pour favoriser la réplique et pour augmenter la capacité institutionnelle nationale et régionale de mettre en œuvre les PAN dans des ordres du jour de développement national.

100. Les projets se basent sur des enseignements appris des projets pilotes précédemment réalisés pour le développement de PAN en Jamaïque, à Saint Lucia, et en Barbade. Un rapport technique du PEC sur les enseignements appris du processus du PAN des Caraïbes a été accompli et a rendu accessible en ligne.

### ***Objectifs***

101. Le but global du projet est de renforcer les capacités dans les pays du PEC pour le développement et la mise en œuvre de PAN, pour aider à la protection de l'environnement marin des Caraïbes contre la pollution due à des sources et des activités terrestres. Les objectifs spécifiques de cette phase étaient de :
- a) Aider à la mobilisation de ressources et de partenaires (secteur privé y compris) pour la mise en œuvre des projets spécifiques des PAN déjà développés ;
  - b) Aider les pays au développement de stratégies financières et à la promotion de partenariats publics privés, qui peuvent être employés pour développer et mettre en œuvre des projets choisis, et
  - c) Faciliter le développement et la mise en œuvre de PAN ou de stratégies similaires et des plans d'action dans d'autres pays membres.

### ***Résultats espérés***

102. Les résultats espérés du projet sont :
- La mise en œuvre de PAN pilotes à Saint Lucia, Suriname et Trinité-et-Tobago
  - Évaluation de la volonté et des possibilités d'autres pays à développer un PAN
  - L'appui aux pays disposés à une première évaluation des politiques programmées ou en cours, dépenses, législation et autres activités qui satisfont aux objectifs du PAM
  - Développement d'un PAN complet, y compris des projets pilotes, dans les pays choisis ;
  - Partage d'expériences et de meilleures pratiques

### ***Pays bénéficiaires***

La région des Caraïbes, centrée sur les pays qui ont des PAN achevés et/ou ayant débuté un développement de PAN.

*Coûts et dépenses du Projet (USD)*

<b>Période de projet</b>	<b>Coût total de projet</b>	<b>Source des Financements</b>	<b>Budget projeté (2010-12)</b>	<b>Budget réel (2010-12)</b>	<b>Dépenses (2010-12)</b>
<b>2010-2012</b>	<b>528'200</b>	<b>PAM PNUE</b>	<b>528'200</b>	<b>518'200<sup>10</sup></b>	<b>500'700<sup>11</sup></b>

*Statut*

103. Pendant la période du rapport AMEP avec l'appui du PNUE, le PAM a engagé un conseiller pour faire une recherche autour du succès de l'intégration des programmes nationaux d'action (PAN) dans les Caraïbes et pour les présenter en tant qu'études de cas des Caraïbes. Ce document a été achevé en 2011 et publié comme nouveau rapport technique du PEC No.60.
104. PAM PNUE et UCR/CAR PNUE, en collaboration avec le Ministère de la planification, du logement et de l'environnement de Trinité-et-Tobago, ont lancé le projet pilote intitulé « Gestion de l'écosystème des paysages terrestre et marin intégrés en Trinidad du nord » qui cherche à intégrer les stratégies identifiées dans leur PAN en 2009/2010. Ce projet a été achevé en 2010. Le CAR IMA LBS a appuyé ce projet par la planification et la facilitation préliminaires de communication avec des groupes communautaires et des agences d'appui.
105. Un projet pilote de PAN pour le Suriname a été convenu entre le PNUE et le Ministère du travail, du développement technologique et de l'environnement de Suriname. Le projet pilote de PAN intitulé « Toilettes d'Eco-Hygiène et atténuation du fleuve de Sipaliwini » a débuté en 2010 et a été achevé avec succès en 2011. Le projet a été lancé grâce à une mission conjointe UCR/CAR PNUE et NOAA pour le pays ainsi qu'un atelier national sur le développement de PAN. Les résultats de ce projet incluait la construction de 35 toilettes sèches à litière biomâtrisée (TLB) dans les villages Godo / Solang Asidonhopo et Akisiamau. Quinze (15) toilettes TLB ont été construites dans Godo, deux (2) toilettes TLB ont été construites dans Asidonhopo et dix-huit (18) ont été construites dans Akisiamau. Neuf (9) entraîneurs ont été formés et des activités de sensibilisation ont été conduites dans les villages de Godo/Solang, de Djumu, de Bendekondre, de Palulubasu, d'Asindo Opo, et d'Akisiamau. Des échantillons d'eau des stations d'eau potable dans les villages de Bendekondre, d'Asindo Opo et d'Akisiamau ont été rassemblés et analysés.
106. Pendant l'exercice biennal actuel et prochain, l'UCR/CAR PNUE et le PAM PNUE continueront d'établir la capacité nationale à développer et/ou mettre en œuvre des PAN dans la région des Caraïbes. En 2011, de nouveaux projets pilotes PAN ont été développés à Saint Lucia, en République dominicaine et au Surinam. Le projet du PAN au Suriname implique une analyse de base de la qualité de l'eau dans la rivière Suriname. Le projet de PAN à Sainte-Lucie implique l'intégration du Plan d'action national de Sainte-Lucie à travers un projet de démonstration de la qualité des eaux du littoral du nord-ouest. Le projet du PAN pour la République dominicaine développera du matériel éducatif et de sensibilisation sur les sources terrestres de pollution marine, et va promouvoir l'intégration et la mise en œuvre du PAN avec les autorités locales et nationales, les principales parties prenantes et les communautés côtières.

<sup>10</sup> (2010-11) 345,000 US\$ (Trinité et Tobago – PAM); 81,800 US\$ (Saint Lucie PAM); 21,400 US\$ (Surinam) (2010-12) 20,000 US\$ (Surinam), 35,000 US\$ (Sainte Lucie) ; 15,000 US\$ (République Dominicaine)

<sup>11</sup> Dépenses à juin 2012.

## F. Changement climatique et réduction du risque de catastrophes

### (viii) Adaptation au changement climatique et réduction des risques de catastrophes en Jamaïque

#### *Contexte*

107. L'économie jamaïcaine dépend fortement de l'environnement naturel du pays et en particulier de ses ressources côtières et marines. Il est probable que les écosystèmes terrestres, côtiers et marins se voient affectés négativement par les impacts continus du changement climatique. Par exemple, les bassins versants<sup>12</sup>, faisant déjà face à la dégradation de l'utilisation inadéquate de la terre, aux pratiques agricoles et aux implantations humaines, sont susceptibles de faire face à des inondations et aux éboulements accrus et à des précipitations plus fréquentes et plus intenses. De même, la dégradation des écosystèmes côtiers et marins tels que les récifs de corail, les herbiers marins et les mangroves<sup>13</sup> qui agissent en tant que zones tampons naturelles et qui seraient aggravées en raison des vagues des tempêtes et de l'élévation du niveau de la mer, à moins que des interventions proportionnées et opportunes soient introduites. Combattre ces problèmes exige une approche systématique comprenant des stratégies qui (i) diminuent indirectement la vulnérabilité au changement climatique ; (ii) traitent directement la vulnérabilité aux événements climatiques extrêmes par des programmes de réductions de risque de catastrophes ; et (iii) intégration du changement climatique dans des plans sectoriels et des politiques nationales.
108. Dans ces zones prioritaires, le renforcement de la résilience des écosystèmes côtiers et marins est fondamental. Cependant, le programme du gouvernement pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation est entravé par de nombreuses contraintes ; la plus importante parmi elles est une capacité inadéquate d'entreprendre des stratégies de réduction et d'adaptation au changement climatique. Ce projet se focalise à améliorer la capacité adaptative au changement climatique dans des écosystèmes terrestres et côtiers choisis ; le renforcement institutionnel ; et le renforcement de la sensibilisation, le tout adapté en vue d'aider la Jamaïque, en particulier les groupes vulnérables, à être mieux préparé pour faire face aux impacts potentiels du changement climatique qui incluent des catastrophes naturelles.
109. L'intervention proposée soutient l'Alliance globale pour le changement climatique, dans des régions et des pays ACP. En septembre 2007, la Commission européenne a lancé l'Alliance globale contre le changement climatique (GCCA) entre l'Union Européenne et les pays pauvres en voie de développement, les plus vulnérables au changement climatique<sup>14</sup>. Le GCCA prévoit d'intensifier la coopération entre l'UE et les pays en voie de développement qui sont les plus vulnérables et qui ont moins de capacité de réagir.

#### *Objectifs*

110. Augmenter la résilience et réduire les risques liés aux risques naturels dans des zones vulnérables comme mesures adaptatives au changement climatique, contribuant de ce fait au développement durable de la Jamaïque

---

12 - 10 des 26 bassins versants sont sévèrement dégradés.

13 - 30% des forêts de mangrove sont perdues et cela contribue à une plus grande vulnérabilité des secteurs côtiers y compris les implantations humaines et l'infrastructure civile

14 -Communication sur la création d'une alliance globale contre le changement climatique (GCCA) entre l'Union Européenne et les pays pauvres en voie de développement, les plus vulnérables au changement climatique - COM (2007) 540, et document de travail du personnel de juillet 2008, sur la mise en œuvre des modalités du GCCA

### ***Résultats espérés***

111. Les résultats espérés du projet sont :

#### **Des bassins versants réhabilités par des mesures de stabilisation de pente telles que le reboisement des flancs de collines dénudées;**

- Personnel local au nombre de trois au sein du comité de gestion des forêts du pays (LFMCs), établi et/ou renforcé,
- 300 hectares de terre dans des unités de gestion des bassins versants (WMUs) reboisées,
- Toutes les forêts des terres publiques sont évaluées et une base de données geo-référenciée des terres publiques est élaborée,
- Déclaration de 2.600 hectares de réserves de forêt dans des régions de gestion forestières,
- Développement d'un programme de gestion des feux de forêt,
- Moyens de vie durables/activités économiques favorisées comme solution alternative aux pratiques actuelles non durables.
- Établissement de structures de protection des fleuves.

#### **Une plus grande résilience des secteurs côtiers sélectionnés contre les impacts potentiels du changement climatique ;**

- Une base de données améliorée pour surveiller les changements dans les écosystèmes côtiers
- Des dunes de sable rétablies et des mangroves replantées dans des régions côtières dégradées
- Élaboration d'un plan de gestion pour des zones marines protégées (PAM) et délimitation de zones d'activité dans trois PAM
- Des mesures de protection/structures côtières sont établies et augmentées dans des zones choisies
- Des zones et des herbiers marins ont été reconstitués
- Des moyens de vies alternatifs sont identifiés et évalués pour la praticabilité et les subventions attribués pour le développement de ces moyens d'existence

#### **Renforcement de capacités au changement climatique et augmentation de la sensibilité.**

- Campagne sur le changement climatique
- Un mécanisme de partage des données est établi
- Une révision politique et institutionnelle est réalisée
- Les besoins de capacités au sein du secteur gouvernemental (adaptation au changement climatique et réduction du risque de catastrophes) sont identifiés et des interventions sont réalisées pour satisfaire les besoins prioritaires
- Un projet (pilote) d'éducation publique a été réalisé
- Une évaluation du risque et de la vulnérabilité a été réalisée

### ***Pays bénéficiaires***

Jamaïque

*Coûts et dépenses du Projet (USD)*

Période de projet	Coût total de projet	Source des Financements	Budget prévu (2010-12)	Budget réel (2010-12)	Dépenses (2010-12)
2010-2012	5.621.343.00 <sup>15</sup>	UE	2.987.912.6	2.695.935.00	1.565,440.37 <sup>16</sup>

*État du projet*

**Gestion de projet**

112. Le projet a reçu l'approbation de l'Union Européenne en octobre 2010 et un comité de coordination de projet (PSC) a été établi pour le projet, en novembre 2010. L'unité de gestion de projet (PMU) a été établie dans les bureaux du PIOJ et un accord de coopération de projet a été signé, en février 2011, entre le PNUE et le PIOJ, pour la première année de l'exécution du projet.
113. Il y a eu des retards au début du projet dû au temps pris pour développer et approuver des contrats entre tous les partenaires du projet. Il y a eu également des retards administratifs dans le transfert des fonds après que des accords de contrat aient été signés. Le projet a également eu des défis avec la fourniture, due aux procédures prolongées et ceci a contribué au faible taux de dépenses.

**Bassins versants remis en état**

114. Au titre du projet, deux (2) comités locaux de gestion de forêt (LFMC) ont été établis et lancés à Dallas Castle et Constitution Hill en janvier. Des consultations sont avancées pour l'établissement du troisième LFMC à Hyde Hall/Sawyers, Trelawny. Le reboisement des unités de gestion de bassins versant choisies progresse ; 231 hectares sur les 300 hectares visées ont été replantés. Cette réalisation dépasse l'objectif projeté pour la 1<sup>ère</sup> année du projet.
115. Le choix et la description initiale de 2600 hectares de terres domaniales à déclarer comme réserves de forêt a été accompli ; les efforts sont en cours pour déclarer ces forêts comme réserves. Des évaluations ont été accomplies pour 64444.63 hectares sur les 110.000 hectares de forêts publiques ; 9 des 21 parcelles échantillon ont établi une base de données géo référenciée des terres publiques.
116. Il y a eu diverses visites de sites qui ont permis à des membres du PSC de se rendre compte du travail effectué par le service de sylviculture. Le service de sylviculture sera partenaire du Service forestier de l'état (USFS) pour le développement d'un programme de gestion des feux de forêt.

**Résilience accrue dans des secteurs côtiers**

117. Un logiciel d'analyse de données des ressources terrestres a été acquis dans le cadre du projet et sera utilisé dans le développement d'une base de données pour surveiller des changements dans les écosystèmes côtiers. Mona Informatics a été engagé pour développer la base de données et les aspects de la base de données sur les écosystèmes devraient être achevés dans les onze (11) prochains mois.
118. 10.000 plantes de mangrove rouge et noir ont été achetées et seront utilisées pour le reboisement en mangrove des zones côtières dégradées. Le rétablissement des mangroves a débuté à Portland Cottage

---

<sup>15</sup> Le coût total de projet reflété est le montant réel en dollars ou la contribution au comptant de l'UE. Le coût total de projet inclut la contribution en nature du PNUE et le gouvernement de la Jamaïque (GOJ), (~ € 180.420) PNUE et € 172.000 du gouvernement de la Jamaïque (GOJ). Le coût total de projet comprenant la contribution du PNUE et de GOJ est égale à €4.482.420 ou USD 6' 101' 022. Taux de change tel qu'il apparaît à l'accord de contrat PNUE et l'UE 1 EURO=1.3611 USD.

<sup>16</sup> Dépenses à juin 2012.

(Portland Bight). 3000 plantules de mangrove rouge et noire ont été plantées à ce jour. Des ajustements ont été nécessaires pour le régime hydrologique existant par la création d'une canalisation des marées afin d'assurer des conditions plus adaptées à la croissance et la survie des plantules. La formation de quinze (15) participants en herbiers marins a été réalisée en octobre 2011, pour la restauration des lits d'herbiers marins dans les zones marines protégées choisies (MPA). Quinze (15) bouées d'amarrage et quinze (15) systèmes d'encre Manta Ray ont été acquises et seront installés. Des consultations publiques ont été tenues au parc Marie de Montego Bay pour évaluer les besoins alternatifs des moyens de vie des pêcheurs locaux dans le parc, qui sera affecté par le zonage de MPA. Une séance de sensibilisation a été menée à Negril, coordonnée par le Negril Environment Protection Trust (NEPT) et a été utilisée comme un moyen pour souligner les solutions d'adaptation au changement climatique à Negril.

119. Trente (30) enregistreurs de données ont été installés à Negril, Montego Bay, Ocho Rios et Portland Bight pour recueillir des données de température de la surface de la mer. Une visite du site a eu lieu à Montego Bay pour illustrer la rotation des enregistreurs de données aux membres du Comité directeur du projet.
120. Le choix du site a été mené à bonne fin pour la remise en état des dunes de sable à Long Bay Beach Negril et à Font Hill, Westmoreland. La méthodologie de technologie Shorelock a été choisie pour la restauration des sables des dunes/plages.

#### **Renforcement des capacités**

121. Une mission a été organisée dans la région de Negril pour examiner la possibilité de conduire une évaluation de vulnérabilité et du risque terrestre. Une session de formation a été réalisée en décembre 2011, en méthodologie d'évaluation de risque et de vulnérabilité avec les principales parties prenantes, de même qu'un atelier de sensibilisation avec des individus des organismes gouvernementaux principaux.
122. Le projet a lancé une campagne de sensibilisation sur le changement climatique, en mars 2012. La mise en œuvre de la campagne a débuté et plusieurs activités de sensibilisation ont été mise en place à travers l'île.
123. Un site Internet du projet a aussi été développé dont la maintenance est assurée par l'UCR/CAR PNUE comme un élément de son appui en nature au projet.

#### **G. D'autres initiatives de partenariats y reliés**

##### **(ix) D'autres initiatives de partenariats y reliés**

124. Pendant la période du rapport, un partenariat a été développé avec l'Université de l'Indiana pour faciliter les stages des étudiants universitaires au sein du sous-programme d'AMEP. Trois stagiaires de l'Université y ont été assignés. Un partenariat a également été développé avec Peace Corp des États-Unis en Jamaïque. Ce partenariat prévoit des activités concernant les déchets marins, les nettoyages des plages, et l'examen du matériel éducatif en environnement.
125. Le secrétariat d'AMEP continue à collaborer avec OMI sur des activités continues par CAR REMPEITC. Un atelier régional de formation sur la conformité, la surveillance et l'application de la Convention relative à la gestion des eaux de ballast a été tenu à Kingston, Jamaïque, en novembre 2011, dans le cadre du projet de partenariat FEM-PNUD-OMI GloBallast. Cet atelier a fourni une formation de base à des inspecteurs d'état du pavillon et des officiers de contrôle du port, sur l'état de la mise en œuvre et l'application de la Convention relative à la gestion des eaux du ballast. Il y avait 39 participants, provenant de 23 pays de la région des Caraïbes. En avril 2012, CAR REMPEITC a convoqué au 3<sup>ème</sup> Forum régional OPRC sur la prévention, préparation et réponse aux déversements d'hydrocarbures dans le Golfe du Mexique et dans les Caraïbes. 40 participants y compris 20 délégués,

experts et observateurs y ont pris part. La deuxième Réunion du groupe d'intervention régional sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention OMI sur la gestion des eaux de ballast a été tenue en avril 2012. La réunion a eu lieu à Trinité et Tobago, avec la présence de 18 délégués représentant 7 pays de la région des Caraïbes.

126. Le projet des eaux internationales du FEM : Réseau d'étude, d'échange et de ressources (FEM IWLearn) se focalise sur une augmentation des communications et le partage d'informations entre les projets du FEM. En mars 2012, UCR/CAR PNUE a signé un accord avec le Bureau des Nations Unies pour les services de projet (UNOPS) pour la troisième phase du projet. IWLearn3 cherchant à renforcer une expérience globale de partage et d'apprentissage, facilitation du dialogue, partage de la connaissance et répliques visés, afin d'augmenter l'efficacité des initiatives du FEM IW. L'UCR/CAR PNUE exécutera une composante « étude régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes ». Les activités incluent des ateliers de formation, des échanges d'apprentissages de Projet-Projet. Le premier atelier « Premier atelier régional ciblé de l'Amérique latine et les Caraïbes du projet FEM IW a été convoqué pendant le 6<sup>ème</sup> Forum bisannuel pour l'environnement des Caraïbes, en mai 2012, avec l'appui du secrétariat d'AMEP. Lors de cet atelier, les représentants des projets FEM IW participants ont présenté l'état de leurs projets, les réalisations, les défis, les enseignements appris et les meilleures pratiques. Il y a eu également des discussions sur le jumelage possible du projet pour permettre l'échange et le partage d'information entre les projets IW pour faciliter le renforcement de capacités. Il a aussi été question des idées pour de futurs ateliers.
127. UCR/CAR PNUE a collaboré avec la Division du PNUE pour la détection et l'évaluation précoce (DEWA) sur la formation en méthodologie d'évaluation du risque et de la vulnérabilité (RIVAMP) en Jamaïque, en 2011.

**ANNEXE 1 : Résumé des réponses aux recommandations du 5 ISTAC LBS et décisions pertinentes de la 14<sup>ème</sup> IG de la Convention de Cartagena par le secrétariat d'AMEP**

<b>RECOMMANDATIONS DU 5 ISTAC LBS et 14<sup>ème</sup> IG (2010)</b>	<b>ETAT DE LA MISE EN OEUVRE (2010-2012)</b>
<p><b>Recommandation I</b></p> <p>1. Le secrétariat concentre ses efforts promotionnels sur les pays qui demandent de l'aide spécifique, en facilitant leur procédé de ratification et continuer à utiliser des outils de communication pour démontrer les bénéfices du protocole LBS aux gouvernements membres ;</p> <p>3. Le secrétariat entreprend des discussions avec le gouvernement du Royaume-Uni, afin d'aider les territoires britanniques d'outre-mer dans les Caraïbes dans leur intention de ratifier le protocole LBS</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• pendant la période du rapport, des efforts promotionnels ont inclus le Concours de collage LBS dans la région des Caraïbes. Une lettre a été envoyée à tous les points de liaison pour s'enquérir sur n'importe quelle aide requise dans le procédé de ratification du LBS. Des demandes ont été également soumises aux pays par le biais du bulletin trimestriel d'AMEP. Le Concours de collage sur LBS a été achevé. Cet accomplissement a rehaussé la sensibilité sur le protocole LBS et son entrée en vigueur. Davantage de promotion a été facilitée par les projets IWCAM, REPCar et CReW. Une banderole LBS et un calendrier 2012 ont été produits.</li> <li>• Cela continue, des discussions ont été tenues avec les points de liaison nationaux et de LBS des USA pour apporter une aide supplémentaire.</li> </ul>
<p><b>Recommandation II</b></p> <p>2. Le secrétariat considère le développement des projets de zones multisectorielles à soumettre au FEM pour maximiser les possibilités de financement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cela continue, deux nouvelles propositions de projet du FEM ont été développées - suivis au FEM REPCar et IWCAM FEM : des apports faits au projet global sur les éléments nutritifs, maintenant comme proposition en cours de développement.</li> </ul>
<p><b>Recommandation III</b></p>	

<p>3. Le secrétariat aide RAC Cimab dans l'achèvement du rapport, en facilitant la communication avec des pays, en préparant des boîtes d'information pour RT33, comme suggéré par le groupe de travail ad-hoc, et élaboration sur les conclusions du rapport.</p> <p>4. Le secrétariat, conjointement avec les pays, compile un inventaire des programmes de suivi dans la région ; des laboratoires et capacités humaines ; et identification des méthodologies de modélisation et des critères pour exécuter le contrôle de la qualité de l'eau, avec le but d'adopter des méthodologies normalisées pour la surveillance et le rapport des charges de polluants dans les futures bases de données régionales de polluants.</p> <p>5. Le Secrétariat explore les possibilités d'intégrer les résultats du RT 33 et d'autres projets récemment achevés (le réseau Know-Why, les baies contaminées du FEM, évaluation de base sur la gestion des eaux usées) au développement de nouvelles initiatives axées sur le suivi et l'évaluation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'aide a été fournie à CAR Cimab pour l'achèvement du rapport.</li> <li>• Une base de données sur les capacités de laboratoire a été produite.</li> <li>• Ceci continue. Les fiches des résultats d'intégration du RT33, le réseau Know-Why, et évaluation de base des eaux usées sont terminées. De nouveaux rapports techniques ont été préparés.</li> </ul>
<b>Recommandation V</b>	
<p>1. Le secrétariat, conjointement avec le CAR/LBS, continue de renforcer les capacités d'utilisation des GIS, la télédétection et autres outils de prise de décision et l'utilisation de ces outils pour apporter une valeur ajoutée aux résultats des données existantes de suivi de l'environnement produit par des projets et des activités d'AMEP.</p> <p>2. Le secrétariat incorpore des études océanographiques, le cas échéant, pour aider à tracer le mouvement potentiel de la pollution dans la région des Caraïbes.</p> <p>3. Le secrétariat incorpore des études épidémiologiques, le cas échéant, pour accentuer les liens avec la santé humaine, concernant des données scientifiques et l'information produite par les projets et les activités d'AMEP qui pourraient aider à mobiliser des fonds additionnels pour le sous-programme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'appui a été fourni par le mécanisme de communication IWCAM FEM (CHM). Un nouveau dossier de projet GIS est préparé, mais aucun fonds n'a été mobilisé. Les produits de IWCAM FEM sont préparés ; utilisation encouragée de RIVAMP et des liens établis avec GRID du PNUE. Un Atlas GIS IWCAM a été élaboré.</li> <li>• Aucune autre mesure n'a été prise en raison du manque de ressources.</li> <li>• Aucune autre mesure n'a été prise en raison du manque de ressources.</li> </ul>
<b>Recommandation VI</b>	

<p>1. Les options économiquement viables pour le traitement des eaux usées des zones fortement urbanisées seront explorées et ces informations sur les technologies les plus appropriées seront disséminées aux parties.</p> <p>2. Le secrétariat cherche à renforcer et/ou établir de nouveaux partenariats avec des associations d'opérations bancaires régionales et des banques de développement internationales pour favoriser le besoin de financement proportionné pour le traitement des eaux usées et pour fournir des informations sur les impacts des eaux usées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ceci est en cours, dans le cadre du projet CReW du FEM et par le biais du nouveau site Internet du CReW FEM. Le matériel de la phase de développement de projet CReW FEM a été compilé et publié, en tant que nouveaux rapports techniques ; d'autres options de technologie des eaux usées ont été distribuées. Le centre de communication est en cours de développement comme un élément de la mise en œuvre du projet CReW du FEM.</li> <li>• Ceci est en cours par le développement et la co-exécution du projet CReW FEM avec la BID : CDB est un membre du comité de coordination de projet (PSC) du projet CReW.</li> </ul>
<b>Recommandation VII</b>	
<p>2. Le secrétariat approfondit des liens entre le travail des sous-programmes SPAW et AMEP, les activités existantes et de futures activités, aussi bien que leur CAR respectifs, afin qu'une image plus complète soit disponible sur la charge de polluants, les niveaux de contaminants en sédiments, l'eau et le biota et l'impact global sur la biodiversité côtière et marine, les services d'écosystème et la santé humaine.</p> <p>3. Le Secrétariat continue ses efforts d'organiser des réunions de ISTAC LBS, afin que l'approbation du plan de travail et du budget ait lieu avant le début de la prochaine période biennale de travail.</p> <p>6. Pour développer de nouveaux projets FEM et autres projets, le secrétariat s'appuie sur les résultats et les activités des projets précédents, se focalise sur des domaines et des lacunes encore à traiter, et s'élargit pour inclure des pays qui n'ont pas encore bénéficié directement d'interventions de projets.</p> <p>7. Le secrétariat continue à incorporer la question du changement climatique, lorsque cela est possible, dans la conception de nouvelles activités de projet et en particulier avec des activités ayant trait à la gestion des bassins versants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collaboration sur les déchets marins mise en œuvre comme un élément du développement sur Internet d'un jeu éducatif sur les déchets marins.</li> <li>• Ces efforts sont poursuivis avec la tenue du 1er STAC LBS en 2012.</li> <li>• Le nouveau projet FEM a été développé pour s'appuyer sur les résultats des premiers projets REPCar et IWCAM FEM. Le projet CReW FEM a été conçu en tenant compte des résultats des projets développés auparavant.</li> <li>• Ceci est en cours. Le secrétariat a incorporé la question du changement climatique au nouveaux projets FEM et à celui financé par l'UE d'adaptation au changement climatique et réduction du risque de catastrophes pour la Jamaïque. La collaboration a été établie avec d'autres projets régionaux liés au changement climatique à Belize et l'OECS.</li> </ul>

<p>8. Le secrétariat travaille avec les pays intéressés pour identifier des sources d'assistance technique et du financement pour la gestion de déchets solides.</p> <p>9. Le secrétariat, le cas échéant, inclue le renforcement de capacités pour la gestion de déchets solides dans les projets et les activités en cours ou nouveaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce travail est effectué par le plan d'action régional sur les déchets marins ; Stratégie de Honolulu ; Partenariats GPA et des mers régionales sur les déchets et les débris marins :</li> <li>• Ceci est en cours par la mise en œuvre du plan d'action régional sur les déchets marins ; la Stratégie de Honolulu ; les Partenariats GPA et des mers régionales sur les déchets et les débris marins.</li> </ul>
<b>Recommandation VIII</b>	
<p>1. Le secrétariat continue à renforcer ses relations avec les agences régionales, dans un effort pour mieux développer les CAR et les RAR du protocole LBS.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le secrétariat a continué à renforcer ses relations avec les agences régionales impliquées dans des projets continus et de nouveaux projets, tels qu'INVEMAR, CEHI, CAR IMA, CAR CIMAB.</li> </ul>
<b>Recommandation IX</b>	
<p>1. La collaboration entre les protocoles de la convention de Cartagena et les programmes du PEC devrait être renforcée pour faciliter la synergie entre les efforts entrepris par les différents groupes d'experts.</p> <p>2. De nouveaux projets qui incluent des évaluations de l'état de l'environnement, par exemple, la surveillance des résidus de pesticide, complètent leurs activités avec l'évaluation de l'impact sur les écosystèmes, les espèces protégées ainsi que la santé humaine.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des efforts possibles ont été identifiés par le biais du nouveau projet sur les déchets marins, pour développer des outils de sensibilisation liant AMEP et SPAW.</li> <li>• Ceci a été incorporé aux nouvelles propositions de projet du FEM avec les apports de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'OPS devrait aussi être un partenaire clé dans la mise en œuvre du projet CReW FEM</li> </ul>
<b>Recommandation X</b>	

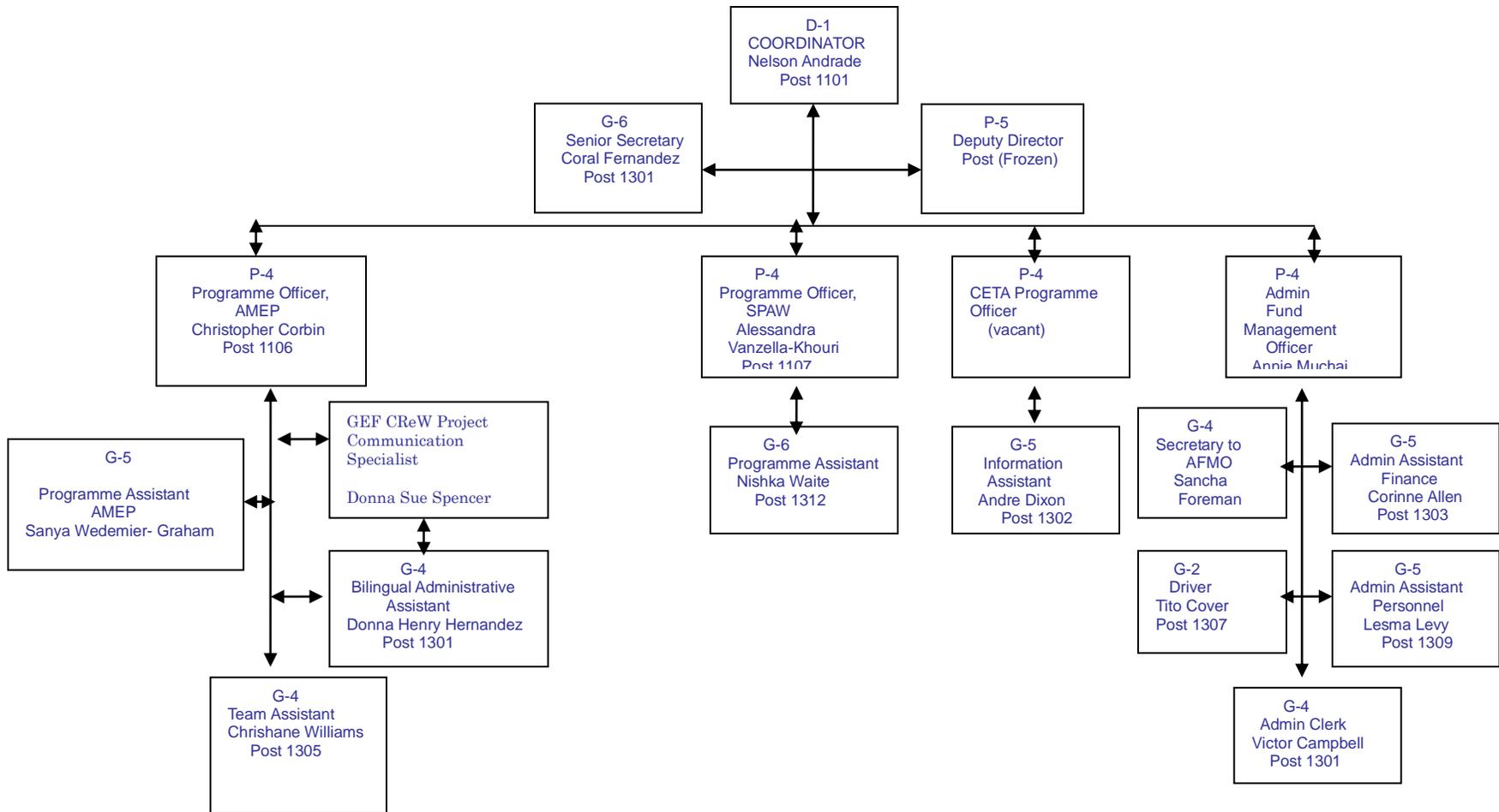
<p>3. L'utilisation de la plateforme du PEC-PNUE des mers régionales soit aussi élargie pour le renforcement des capacités légales et institutionnelles liées au Protocole de Londres ;</p> <p>5. Renforcer la mise en œuvre de la convention/protocole de Londres aux niveaux régionaux et nationaux par la plateforme des mers régionales ;</p> <p>6. Augmenter la coopération entre agences, au niveau national et international, pour empêcher et réduire la pollution marine due à des sources terrestres ;</p> <p>7. Encourager l'application de l'approche d'écosystème pour des activités sous la convention/protocole de Londres, protocole LBS et autres accords appropriés.</p> <p>10. Encourager le Costa Rica, Grenada, et Haïti à accéder à la convention MARPOL ;</p> <p>11. Le Secrétariat du PEC poursuive sa collaboration avec l'Organisation maritime internationale au développement et la mise en œuvre des projets et des activités, dans le cadre de la Convention de Cartagena et ses Protocoles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune autre action actuellement.</li> <li>• Aucune autre action actuellement.</li> <li>• Une collaboration en cours avec OMI, un atelier régional tenu par CAR REMPEITC en Jamaïque avec l'aide financière et la présentation/participation du secrétariat d'AMEP</li> <li>• La méthodologie RIVAMP, qui favorise l'approche d'écosystème est répliquée par des projets pilotes de PAN.</li> <li>• Des ateliers régionaux et d'autres occasions sont utilisés comme moyen de promouvoir la ratification.</li> <li>• Le travail se poursuit par des activités de cartographie en GIS de CAR- REMPEITC et le projet de Glo ballast</li> </ul>
<p><b>DECISION III</b></p>	
<p>10. Encourager les partenariats FEM / PNUD / OMI GloBallast, CAR/REMPEITC-Caribe et PICT de l'OMI à poursuivre leur coopération dans le cadre du PEC.</p> <p>11. Demander au secrétariat de ne pas inclure la proposition de projet de CATREC en tant qu'élément du plan de travail 2010-2011, mais de l'employer comme document de fond qui pourrait aider à identifier des occasions de renforcer la capacité de CAR/REMPEITC et comme base pour discuter avec d'autres partenaires les besoins de formation de la région des Caraïbes en planification et la réponse en cas de déversement d'hydrocarbures et de produits chimiques dangereux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'atelier régional de formation sur la conformité, la surveillance et l'application de la convention pour la gestion de l'eau de ballast a été convoqué par CAR REMPEITC en 2011.</li> <li>• La proposition de projet de CATREC a été supprimée du plan de travail 2010-2012</li> </ul>
<p><b>DECISION IV</b></p>	

<p>1. Demander au Secrétariat, en coordination avec les centres d'activités régionaux, de mettre au point les accords hôte en attente, avec les gouvernements hôtes des CAR.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les projets définitifs des accords hôtes sont terminés et sont à l'étude par les gouvernements hôtes. Mises à jour sur le progrès à fournir lors du 1 STAC LBS.</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><i>DÉCISION VII</i></b></p>	
<p>4. Adopter le projet de modèle de rapport de la Convention de Cartagena et ses Protocoles, en tenant compte des observations et des apports fournis par la Réunion, y compris la nécessité d'assurer la bonne utilisation de la terminologie dans les trois langues;</p> <p>5. Demander au secrétariat de chercher des ressources pour améliorer la capacité nationale dans la production de rapports fiables, par des ateliers de formation et le développement des lignes directrices qui guident les parties dans l'utilisation des modèles ;</p> <p>6. Demander en outre au Secrétariat de poursuivre ses efforts de renforcer les relations de collaboration avec les agences régionales et les secrétariats des conventions pertinentes pour permettre la mise en œuvre plus efficace du plan de travail du PEC;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le format ou modèle des rapports a été mis au point et sera employé pour faire rapport à la 15<sup>ème</sup> IG</li> <li>• Aucune ressource n'a été mobilisée pour cette activité, des efforts seront déployés en 2012 pour développer des lignes directrices pour les rapports en utilisant les ressources internes au secrétariat.</li> <li>• Ceci est en cours, des partenariats sont développés avec l'UE, BID, Université de l'Indiana, Peace Corp ; Secrétariats des conventions de Stockholm, de BÂLE, et de Rotterdam. Collaboration élargie avec l'OMI par des activités à l'appui du projet de Globallast, Conventions des eaux de ballast, MARPOL et Londres ;</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><i>DECISION VIII</i></b></p>	
<p>1. Se réjouir des efforts déployés par le Secrétariat à élaborer de nouveaux concepts de proposition de financement par le FEM et demander que le soutien des gouvernements à la poursuite du développement de ces propositions et leur mise en œuvre dans la région, le cas échéant, soit communiqué au Secrétariat du FEM;</p> <p>2. Demander au Secrétariat de s'assurer que les nouveaux projets, y compris les projets du FEM, s'appuieront sur les expériences des projets et des activités en cours.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des pays ont été activement encouragés à approuver des projets du FEM</li> <li>• Ceci est réalisé par le développement de nouvelles propositions de projet FEM qui s'appuieront sur les succès du REPCar et des projets d'IWCAM FEM tandis que le nouveau projet CReW FEM a été éclairé par les travaux précédents sur la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><i>DECISION X</i></b></p>	

<p>1. Demander au Secrétariat, ainsi qu'aux centres d'activité régionaux, de continuer à renforcer les partenariats avec les agences et initiatives nationales, régionales et internationales, dans des domaines pertinents à la Convention de Cartagena et ses Protocoles;</p> <p>3. Inviter le secrétariat à poursuivre une étroite collaboration avec SAICM et d'autres conventions liées aux produits chimiques, pour augmenter la coopération et la coordination, y compris le développement et la mise en œuvre des projets de produits chimiques dans la région des Caraïbes ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ceci est en cours, des partenariats ont été développés et sont renforcés avec plusieurs agences nationales, régionales et internationales.</li> <li>• Le secrétariat a participé et a fait des présentations lors des réunions régionales de SAICM, et a tenu des réunions de coordination avec le secrétariat de la Convention de Stockholm et des produits chimiques du PNUE.</li> </ul>
<b><i>DECISION XI</i></b>	
<p>1. Demander au Secrétariat de poursuivre son travail sur la production, la gestion et la diffusion des données et des produits y reliés générés par le PEC, ou qui appuient les objectifs du PEC, par le biais de ses sous-programmes de communication, éducation, formation et sensibilisation (CETA);</p> <p>2. Adopter le rapport technique No. 33 du Programme pour l'environnement des Caraïbes, sous réserve de textes supplémentaires reçus de la part des parties contractantes avant le 15 novembre 2010 ;</p> <p>3. Etablir un groupe de travail intérimaire pour poursuivre ses travaux en matière de suivi et d'évaluation qui pourraient utiliser le Rapport technique n° 33, en tant que document de base, dans le but d'améliorer les rapports sur les effluents et l'évaluation des conditions de qualité de l'eau, tout le long de la zone d'application de la Convention, qui seront nécessaires au titre du Protocole LBS et,</p> <p>4. Demander au Secrétariat d'identifier des ressources pour la tenue de réunions techniques régionales, dans le cadre du Plan de travail 2010-2011, à l'appui de ce travail.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les divers matériels ont été produits et disséminés en tant que fiches documentaires, bulletins, fiches de résumé. Il y a eu également des activités telles que le Concours de collage LBS, l'impression d'une banderole LBS et la publication d'un calendrier 2012 du PEC, qui a été disséminé largement dans la région.</li> <li>• Ce document a été achevé en 2011 et publié comme nouveau rapport technique du PEC No.52.</li> <li>• Un groupe de travail intérimaire a été établi basé sur des nominations de pays, des téléconférences mensuelles ont été tenues et un atelier régional a eu lieu en septembre 2011.</li> <li>• Ceci a été fait par le biais des projets du FEM et l'aide bilatérale des donateurs et des partenariats.</li> </ul>

**ANNEXE II : Organizational chart of the Secretariat of the Caribbean Environment Programme (seulement en anglais)**

UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME (UNEP)  
 CARIBBEAN REGIONAL COORDINATING UNIT (CAR/RCU)



**ANNEXE III: Statut de la ratification de la Convention de Cartagena et ses Protocoles** (seulement en anglais)

<i>State</i>	<b>Cartagena Convention</b>		<b>Oil Spill</b>		<b>SPAW</b>		<b>LBS</b>	
	<b>Date of Signature</b>	<b>Ratified / Acceeded</b>	<b>Date of Signature</b>	<b>Ratified / Acceeded</b>	<b>Date of Signature</b>	<b>Ratified / Acceeded</b>	<b>Date of Signature</b>	<b>Ratified / Acceeded</b>
<i>Antigua and Barbuda</i>		11-Sep-86		11-Sep-86	18-Jan-90			13-July -10
<i>Bahamas</i>		24-Jun-10		24-Jun-10		8-Mar-12		24-Jun-10
<i>Barbados</i>	5-Mar-84	28-May-85	5-Mar-84	28-May-85		14-Oct-02		
<i>Belize</i>		22-Sep-99		22-Sep-99		4-Jan-08		4-Feb-08
<i>Colombia</i>	24-Mar-83	3-Mar-88	24-Mar-83	3-Mar-88	18-Jan-90	5-Jan-98	2-Oct-00	
<i>Costa Rica</i>		2-Aug-91		2-Aug-91			6-Oct-99	
<i>Cuba</i>		15-Sep-88		15-Sep-88	18-Jan-90	4-Aug-98		
<i>Dominica</i>		5-Oct-90		5-Oct-90				
<i>Dominican Republic</i>		24-Nov-98		24-Nov-98		24-Nov-98	3-Aug-00	
<i>France</i>	24-Mar-83	13-Nov-85	24-Mar-83	13-Nov-85	18-Jan-90	5-Apr-02	6-Oct-99	4-May-07
<i>Grenada</i>	24-Mar-83	17-Aug-87	24-Mar-83	17-Aug-87		5-Mar-12		5-Mar-12
<i>Guatemala</i>	5-Dec-83	18-Dec-89	5-Dec-83	18-Dec-89	18-Jan-90			
<i>Guyana</i>		14-Jul-10		14-Jul-10		14-Jul-10		14-Jul-10
<i>Haiti</i>								
<i>Honduras</i>	24-Mar-83		24-Mar-83					
<i>Jamaica</i>	24-Mar-83	1-Apr-87	24-Mar-83	1-Apr-87	18-Jan-90			
<i>Mexico</i>	24-Mar-83	11-Apr-85	24-Mar-83	11-Apr-85	18-Jan-90			
<i>Netherlands</i>	24-Mar-83	16-Apr-84	24-Mar-83	16-Apr-84	18-Jan-90	2-Mar-92	6-Oct-99	
<i>Nicaragua</i>	24-Mar-83	25-Aug-05	24-Mar-83	25-Aug-05				
<i>Panama</i>	24-Mar-83	7-Oct-87	24-Mar-83	7-Oct-87	16-Jan-91	27-Sep-96		9-Jul-03
<i>St. Kitts and Nevis</i>		15-Jun-99		15-Jun-99				
<i>Saint Lucia</i>	24-Mar-83	30-Nov-84	24-Mar-83	30-Nov-84	18-Jan-90	18-May-00		30-Jan-08
<i>St. Vincent and the Grenadines</i>		11-Jul-90		11-Jul-90	26-Jul-91	26-Jul-91		
<i>Suriname</i>								
<i>Trinidad and Tobago</i>		24-Jan-86		24-Jan-86	18-Jan-90	10-Aug-99		28-Mar-03
<i>United Kingdom</i>	24-Mar-83	28-Feb-86	24-Mar-83	28-Feb-86	18-Jan-90			
<i>United States of America</i>	24-Mar-83	31-Oct-84	24-Mar-83	31-Oct-84	18-Jan-90	16-Apr-03	6-Oct-99	13-Feb-09
<i>Venezuela</i>	24-Mar-83	18-Dec-86	24-Mar-83	18-Dec-86	18-Jan-90	28-Jan-97		
<i>European Economic Commission</i>	24-Mar-83							

**Annexe IV: intergouvernemental, technique / Expert et autres grandes réunions convoquées par le PNUE UCR / CAR, CAR et des projets du FEM (2010-2012) (seulement en anglais)**

<b>Event Number</b>	<b>Programme Area</b>	<b>Title</b>	<b>Venue</b>	<b>Date</b>	<b>Partners</b>	<b>No. of Participants</b>	<b>Representatives/ Countries</b>
1.	AMEP	<b>Fifth Meeting of the Interim Scientific, Technical and Advisory Committee (ISTAC) to the Protocol Concerning Pollution from Land- Based Sources and Activities in the Wider Caribbean Region</b>	<b>Panama, City, Panama</b>	<b>May 24-28<sup>th</sup>, 2010</b>		<b>44 (including observers but not including CAR/RCU staff)</b>	<b>23 Countries WCR NGO, IGO</b>
2.	AMEP	<b>Fourteenth Intergovernmental Meeting on the Action Plan for the Caribbean Environment Programme and Eleventh Meeting of the Contracting Parties to the Convention for the Protection and Development of the Marine Environment of the Wider Caribbean Region</b>	<b>Montego Bay, Jamaica</b>	<b>October 6-9, 2010</b>		<b>54 (including observers but not including CAR/RCU staff)</b>	<b>21 Countries WCR IGOs, NGOs</b>
3.	AMEP	<b>Regional Workshop “The Win-Win: Achieving National and Sectoral Development Priorities through the use of Environmental Outlooks and Improved MEA Implementation”</b>	<b>Paramaribo, Suriname</b>	<b>March 28, - April 1 2010</b>	<b>UNEP ROLAC, GEF IWCAM, ISSD, CARICOM</b>		
4.	AMEP	<b>Regional Experts Workshop on Environmental Monitoring and Assessment</b>	<b>Montego Bay, Jamaica</b>	<b>September 26-30, 2011</b>	<b>GEF IWCAM</b>	<b>41</b>	<b>18 Countries WCR</b>
5.	AMEP	<b>First Latin America and the Caribbean (LAC) Targeted Regional Workshop for GEF IW Project</b>	<b>St. Kitts and Nevis</b>	<b>May 21-25, 2012</b>	<b>GEF IW:Learn3</b>	<b>14</b>	<b>GEF IW project Managers WCR</b>
6.	AMEP	<b>First Meeting of the Scientific, Technical and Advisory Committee (STAC) to the Protocol Concerning Pollution from Land-Based Sources and Activities in the Wider Caribbean Region</b>	<b>Oranjestad Aruba</b>	<b>June 5-7, 2012</b>		<b>46</b>	<b>Government representatives Countries WCR, NGOs</b>
7.	RAC Cimab	<b>National Workshop to review and update legislation related water management/</b>	<b>Cuba</b>	<b>October 30-1</b>	<b>CIGEA</b>		

		<b>National -Level Workshop in Support of Legislative Review and Reform to Promote Integrated Watershed and Coastal Areas Management</b>		<b>November, 2011</b>			
<b>8.</b>	<b>RAC-REMPEITC</b>	<b>National Workshops on the Development of ESI maps -Phase I</b>	<b>Dominica</b>	<b>January25 -29 2010</b>	<b>Government of Dominica</b>	<b>24</b>	<b>Government representatives Countries WCR</b>
<b>9.</b>	<b>RAC-REMPEITC</b>	<b>National Workshops on the Development of ESI maps Phase II</b>	<b>Dominica</b>	<b>March 15-19 2010</b>	<b>Government of Dominica</b>	<b>18</b>	<b>Government representatives Countries WCR and NGOs</b>
<b>10.</b>	<b>RAC-REMPEITC</b>	<b>5<sup>th</sup> Ordinary Steering Committee Meeting</b>	<b>Curacao Netherland s Antilles</b>	<b>May 11-12, 2010</b>	<b>IMO</b>	<b>23</b>	
<b>11.</b>	<b>RAC REMPEITC</b>	<b>Regional Workshop on Anti Fouling Systems (AFS) convention</b>	<b>St. Lucia</b>	<b>June 29-30, 2010</b>	<b>IMO</b>	<b>29</b>	<b>8 Caribbean Countries, Government Agencies</b>
<b>12.</b>	<b>RAC-REMPEITC</b>	<b>Regional Workshop on Ratification, Implementation, and Enforcement of the MARPOL Convention Annex 1 &amp; V for Caribbean Countries</b>	<b>Kingston Jamaica</b>	<b>October 27-28, 2010</b>	<b>Maritime Authority of Jamaica, IMO</b>	<b>19</b>	<b>7 Caribbean Countries</b>
<b>13.</b>	<b>RAC-REMPEITC</b>	<b>Regional Workshop on Compliance, Monitoring and Enforcement of the Ballast Water Management Convention,</b>	<b>Kingston, Jamaica.</b>	<b>November, 2010</b>	<b>Government of Barbados, IMO</b>		
<b>14.</b>	<b>RAC-REMPEITC</b>	<b>National Workshops on the Development of ESI maps-Phase I</b>	<b>Barbados</b>	<b>April 3-8, 2011</b>	<b>IMO</b>	<b>22</b>	<b>National Government agencies</b>
<b>15.</b>	<b>RAC-REMPEITC</b>	<b>National Workshops on the Development of ESI maps-Phase II</b>	<b>Barbados</b>	<b>July 4-8, 2011</b>	<b>IMO</b>	<b>21</b>	<b>Private Organizations, National Gov agencies</b>
<b>16.</b>	<b>RAC-REMPEITC</b>	<b>Regional Training Workshop on the Compliance, Monitoring and Enforcement of the Ballast Water Management (BWM) Convention</b>	<b>Kingston, Jamaica</b>	<b>November 14-15 , 2011</b>	<b>IMO, UNDP</b>	<b>39</b>	<b>23 Countries from the Wider Caribbean Region (WCR),NGOs</b>

17.	RAC-REMPEITC	National Oil Spill Contingency Planning Workshop	Aruba	November 16-18, 2011	Crisis Management Office of Aruba, UNDP	25	Government agencies Private
18.	RAC-REMPEITC	Regional OPRC Seminar on Developing National Plans for Marine Pollution Preparedness and Response Related to Offshore Units and Regional Cooperation	Nassau, Bahamas	December 7-9 2011	IMO, USA, government of the Bahamas	25	Governments, NOAA, USCG,IADC, EPA
19.	RAC-REMPEITC	National Oil Spill Contingency Planning Workshop	St. Maarten	February 13-14, 2012	Crisis Management Office of Aruba , UNDP	18	Government Agencies,
20.	RAC-REMPEITC	National Oil Spill Contingency Planning Workshop	Anguilla	February 15-17, 2012	Crisis Management Office of Aruba, UNDP	38	Government Agencies
21.	RAC-REMPEITC	Regional OPRC Seminar on Oversight of offshore Units	Willemstad, Curacao	January 31-2 February 2012	IADC, IMO	23	Governments
22.	RAC-REMPEITC	Third Regional OPRC Forum on Oil Spill Prevention, Preparedness and Response in the Gulf of Mexico and the Caribbean	Jamaica	April 11-13, 2012	IMO	39	Government Ministry representatives WCR
23.	RAC-REMPEITC	2 <sup>nd</sup> Ballast Water Management Regional Task Force Meeting,	Trinidad and Tobago	April 17-18, 2012	IMO	18	
24.	RAC-REMPEITC	6 <sup>th</sup> Steering Committee Meeting	Curacao	May 9-10, 2012	IMO	19	US Coast Guard, Countries WCR, NGOs
25.	RAC-IMA	National Consultation for the UNEP/IMA ProEcoServ Programme for the Caura/Tacarigua Watershed	Trinidad and Tobago	December, 2010			
26.	RAC -IMA	Workshop “Integrated Coastal Watershed and Water Resource Management “	Trinidad and Tobago	January 27-28, 2011	CEHI		
27.	GEF REPCar	4th Coastal Monitoring Meeting	Managua,	March 15-		17	Colombia, Costa

			Nicaragua	16, 2010			Rica and Nicaragua
28.	GEF REPCar	Second Demonstration Project Meeting	San José, Costa Rica	December 8-10, 2011		22	Colombia, Costa Rica and Nicaragua
29.	GEF REPCar	5 <sup>th</sup> Coastal Monitoring Meeting	Jamaica	April 14- 15 2011		13	Colombia, Costa Rica and Nicaragua
30.	GEF REPCar	Fifth Project Steering Committee Meeting	Cartagena, Columbia	June 29- 30, 2011		61	Colombia, Costa Rica and Nicaragua
31.	GEF REPCar	Regional Final Results Workshop	Catagena, Columbia	July 1, 2011		21	Colombia, Costa Rica and Nicaragua
32.	GEF -IWCAM	National Symposium on Integrated Water Resource Management	Jamaica	February 2010	CEHI, Ministry of Water and Housing Jamaica		
33.	GEF -IWCAM	Workshop on Effective Proposal Writing	Trinidad and Tobago	April 2010		36	Government and NGOs
34.	GEF -IWCAM	Fifth GEF IWCAM Regional Technical Advisory Group (RTAG) Meeting	Jamaica	June 28- 29, 2010		19	12 Countries WCR
35.	GEF -IWCAM	SIDS IWRM Methodology Workshop		August 24- 26 2010			
36.	GEF -IWCAM	GEF IWCAM Workshop on Coastal Aquifer Management in Small Islands Developing States	St. Kitts	October 2010	FAO, UNESCO	35	12 WCR Countries UNESCO, UNU
37.	GEF -IWCAM	GEF IWCAM Fifth Regional Steering Committee Meeting	Trinidad	November 11, 2010		19	11 WCR countries
38.	GEF -IWCAM	GEF IWCAM Bio-indicators Seminar for Tropical Aquatic Systems in Martinique	Martinique	December 2010			
39.	GEF -IWCAM	Integrated Coastal, Watershed and Water Resource Management	Trinidad and Tobago	January 27-28, 2011	CEHI		
40.	GEF -IWCAM	GEF IWCAM –Clearing House Mechanism GeoNetwork Opensource and Metadata Training	Jamaica	February 16-18, 2011	CEHI	15	CEHI, Cimab, NEPA, IMA, MALFF St.

							Lucia, CZMU Barbados
41.	GEF -IWCAM	Train the Trainers Workshop in Community Based Resource Assessment (CBRA)	Dominica	April 12- 14 2011	CEHI, IMA	37	Representatives of 12 Countries WCR, CEHI, NGOs
42.	GEF -IWCAM	GEF IWCAM Second Training Workshop on Proposal Writing	Antigua & Barbuda	March 7- 10, 2011		29	Representatives 13 WCR countries
43.	GEF -IWCAM	Training in Environmentally Sound Management of Laboratory Chemicals for Regional Lab Managers; Regional Laboratory Managers' Meeting (towards a Regional Network of Environmental Laboratories)	St. Lucia	March 8 - 10, 2011; March 11, 2011	CEHI		10 WCR countries (Antigua, Barbados, Bahamas, Tobago, St. Kitts, Nevis, Jamaica, Grenada, St. Vincent, Dominica, St. Lucia)
44.	GEF -IWCAM	Regional Media Workshop: "Communicating for Better Understanding of Our Watersheds and Marine Resources"	Trinidad & Tobago	17-19 May 2011	CLME, ACM		
45.	GEF -IWCAM	Environmental Impact Assessment Review Workshop	St. Lucia	June 7-9 2011		31	13 WCR countries
46.	GEF -IWCAM	Water Information Systems Expert Planning and Development Workshop	St Lucia	June 7-10 2011	CEHI		
47.	GEF -IWCAM	3 <sup>rd</sup> Annual Water Operators Conference	Antigua	July 4-6	CWWA		
48.	GEF -IWCAM	GEF -IWCAM- Final Project Conference	Kingston, Jamaica	16-18 November 2011			
49.	GEF -IWCAM	GEF -IWCAM- 6 <sup>th</sup> Steering Committee Meeting	Kingston, Jamaica	15 November 2011		26	10 WCR countries, UNOPS, GEF, UNDP, SOPAC
50.	GEF CRW	Project Launch and First Project Steering Committee Meeting	Kingston Jamaica	February 7-8, 2012	IADB		Government representatives



**ANNEXE V : Documents techniques publiés par l'AMEP Secrétariat, LBS RAC et les projets du FEM (2010-2012)** (seulement en anglais)

1. GEF CReW 2011. Brochure: Caribbean Regional Fund for Wastewater Management -Sustainable Financing for Environmentally Sound and Cost-Effective Wastewater Management Solution. (English)
2. GEF IWCAM 2010. Community Based Resource Assessment Tool (CBRA Toolkit). (English)
3. GEF IWCAM 2011. Public Education Brochure: Water is life .(English)
4. GEF IWCAM 2011. Public Education Brochure: Going for Green- Water in Agriculture .(English)
5. GEF IWCAM 2011. Public Education Brochure: Water and Industry -how an integrated approach can make a difference. (English)
6. GEF IWCAM 2011. Public Education Brochure: Finding a Balance- Tourism and Water Management. ( English)
7. GEF IWCAM 2011. Integrating Watershed and Coastal Areas Management- Final Project Conference Summary. (English)
8. GEF IWCAM 2012. “How to” Manual Series: Recreational Water Quality Monitoring: An Introduction. (English)
9. GEF IWCAM 2012. “How to” Manual Series: Rainwater Harvesting (RWH) Made Easy. (English)
10. GEF IWCAM 2012. “How to” Manual Series: Constructed Wetland Wastewater Treatment Systems Made Easy.(English)
11. GEF IWCAM 2012. “How to” Manual Series: Scientific Diving: An Introduction. ( English)
12. GEF IWCAM 2012. “How to” Manual Series: Vermiculture Made Easy. ( English)
13. GEF IWCAM 2012. IWCAM GIS Atlas. (English)
14. GEF REPCar 2011. GEF REPCar Final Project Report - “Improving the Management of Agricultural Pesticides in Colombia, Costa Rica and Nicaragua” Experiences of the GEF- Reducing Pesticide Run-off to the Caribbean Sea Project. (English and Spanish)
15. GEF REPCar 2011. GEF REPCar Recommendations of Final Project Steering Committee Meeting. ( English and Spanish)
16. GEF REPCar 2012. Agricultural Pesticide Residues in Caribbean Coastal Waters. Columbia, Costa Rica and Nicaragua 2008-2011.( English and Spanish)

17. UNEP CEP and Cimab 2011: Wastewater Brochure: Caribbean Sea without domestic wastewater (English, Spanish)
18. UNEP CEP and Cimab 2011. Fact Sheet: Baseline Analysis on Domestic Wastewater Management in the Wider Caribbean Region. (English and Spanish)
19. UNEP CEP and Cimab 2011. Fact Sheet: Environmental Quality of Marine Ecosystems in High-Risk Areas in the Wider Caribbean Region. (English and Spanish)
20. UNEP CEP and Cimab 2011. Fact Sheet: Update of the Pollutant Loads Discharged in the Wider Caribbean Region (WCR). (English and Spanish)
21. UNEP CEP 2011: Laboratory Capacity Survey Report. (English)
22. UNEP CEP and Cimab 2011: CEP Technical Report 52: Domestic and Industrial Pollutant Loads and Watershed Inflows in the Wider Caribbean Regions (Update of Technical Report no. 33) (English, Spanish, French)
23. UNEP CEP 2012: CEP Technical Report 53: Assessment and Management of Environmental Pollution Atlas (English, Spanish, French)
24. UNEP CEP and CReW 2012: CEP Technical Report 54: Profiles of Wastewater Management in Wider Caribbean Countries (English)
25. UNEP CEP and Cimab 2012: CEP Technical Report 55: Baseline Analysis on Domestic Wastewater Management in the Wider Caribbean Region. (English)
26. UNEP CEP 2012: CEP Technical Report 56: Guidelines for the Collection, Preparation and Analysis of Organic Contaminants in Environmental Samples: (Water, Soil/ Sediments, and Biota). (English and Spanish)
27. UNEP CEP and IWCAM 2012: CEP Technical Report 57: Integrating Watershed and Coastal Areas Management: Indicators Mechanism & Capacity Assessment Part 1. (English)
28. UNEP CEP and IWCAM 2012: CEP Technical Report 58: Integrating Watershed and Coastal Areas Management: Indicators Mechanism & Capacity Assessment Part 2. (English)
29. UNEP CEP 2012: CEP Technical Report 60: Mainstreaming National Programmes of Action in the Wider Caribbean Region (English)
30. UNEP CEP 2012: CEP Technical Report 61: Mainstreaming National Programmes of Action in the Wider Caribbean Region: Summary. (English)

31. UNEP CEP 2012 and CReW: CEP Technical Report 62: Caribbean Regional Fund for Wastewater Management: Wastewater Management in the Wider Caribbean Region: Knowledge, Attitudes and Practices Study (KAP). (English)
32. UNEP CEP and CReW 2012: CEP Technical Report 63: Caribbean Regional Fund for Wastewater Management: Wastewater Management Technologies in the Wider Caribbean Region
33. UNEP CEP and CReW 2012: CEP Technical Report 64: Caribbean Regional Fund for Wastewater Management: Gap Analysis and Regional Best Practices in Wastewater Management
34. UNEP CEP and CReW 2012: CEP Technical Report 65: Caribbean Regional Fund for Wastewater Management: International Best Practices in Wastewater Management
35. UNEP CEP and CReW 2012: CEP Technical Report 66: Caribbean Regional Fund for Wastewater Management: Situational Analysis
36. UNEP CEP and Cimab 2012: CEP Technical Report 67: Final Report of Regional Network in Marine Science and Technology for the Caribbean: Know Why Network
37. UNEP CEP and IWCAM 2012: CEP Technical Report 68: Toolkit for Institutional, Policy and Legislative Improvements in Support of the IWCAM Approach in the Caribbean SIDS. (English)
38. UNEP CEP 2012: Assessment and Management of Environmental Pollution (AMEP) Summary Sheet. (English)